



**Organe de règlement des différends  
22 novembre 2017**

## COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

TENUE AU CENTRE WILLIAM RAPPARD  
LE 22 NOVEMBRE 2017

*Président: M. Junichi Ihara (Japon)*

### Table des matières

<b>1 SURVEILLANCE DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR L'ORD .....</b>	<b>2</b>
A. États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: rapport de situation des États-Unis.....	2
B. États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur les droits d'auteur: rapport de situation des États-Unis .....	3
C. Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques: rapport de situation de l'Union européenne.....	3
D. Canada – Mesures antidumping visant les importations de certains tubes soudés en acier au carbone en provenance du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu: rapport de situation présenté par le Canada .....	4
E. États-Unis – Mesures antidumping et mesures compensatoires visant les gros lave-linge à usage domestique en provenance de Corée: rapport de situation des États-Unis .....	4
<b>2 ÉTATS-UNIS – LOI DE 2000 SUR LA COMPENSATION POUR CONTINUATION DU DUMPING ET MAINTIEN DE LA SUBVENTION: MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR L'ORD .....</b>	<b>5</b>
A. Déclaration de l'Union européenne .....	5
<b>3 ÉMIRATS ARABES UNIS – MESURES CONCERNANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES ET DES SERVICES ET LES ASPECTS DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE QUI TOUCHENT AU COMMERCE.....</b>	<b>6</b>
A. Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Qatar.....	6
<b>4 INDONÉSIE – MESURES CONCERNANT L'IMPORTATION DE VIANDE DE POULET ET DE PRODUITS À BASE DE POULET .....</b>	<b>10</b>
A. Rapport du Groupe spécial .....	10
<b>5 INDONÉSIE – IMPORTATION DE PRODUITS HORTICOLES, D'ANIMAUX ET DE PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE .....</b>	<b>13</b>
A. Rapport de l'Organe d'appel et rapport du Groupe spécial .....	13
B. Rapport de l'Organe d'appel et rapport du Groupe spécial .....	13
<b>6 LISTE INDICATIVE DE PERSONNES AYANT OU NON DES ATTACHES AVEC DES ADMINISTRATIONS NATIONALES APPELÉES À FAIRE PARTIE DE GROUPES SPÉCIAUX .....</b>	<b>19</b>

**7 QUESTIONS RELATIVES À L'ORGANE D'APPEL ..... 19**

A. Déclaration du Président ..... 19

B. Désignation des membres de l'Organe d'appel: proposition présentée par l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, El Salvador, l'Équateur, la Fédération de Russie, le Guatemala, le Honduras, Hong Kong, Chine; le Mexique, le Nicaragua, la Norvège, le Pakistan, le Pérou, Singapour, la Suisse, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, la Turquie, l'Union européenne, l'Uruguay et le Viet Nam ..... 19

**8 CHARGE DE TRAVAIL DANS LE DOMAINE DU RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ..... 28**

A Déclaration du Président ..... 28

**1 SURVEILLANCE DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR L'ORD**

A. États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: rapport de situation des États-Unis (WT/DS184/15/Add.178)

B. États-Unis – article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur: rapport de situation des États-Unis (WT/DS160/24/Add.153)

C. Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques: rapport de situation de l'Union européenne (WT/DS291/37/Add.116)

D. Canada – Mesures antidumping visant les importations de certains tubes soudés en acier au carbone en provenance du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu: rapport de situation présenté par le Canada (WT/DS482/7/Add.3)

E. États-Unis – Mesures antidumping et mesures compensatoires visant les gros lave-linge à usage domestique en provenance de Corée: rapport de situation des États-Unis (WT/DS464/17)

1.1. Le Président a relevé que les cinq sous-rubriques de ce point de l'ordre du jour portaient sur des rapports de situation présentés par des délégations conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Il a rappelé que l'article 21:6 disposait ce qui suit: "À moins que l'ORD n'en décide autrement, la question de la mise en œuvre des recommandations ou décisions sera inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'ORD après une période de six mois suivant la date à laquelle le délai raisonnable [...] aura été fixé et restera inscrite à l'ordre du jour des réunions de l'ORD jusqu'à ce qu'elle soit résolue." Il a invité les délégations à fournir des renseignements actualisés concernant les efforts de mise en conformité et à faire porter leurs observations sur les faits nouveaux, les suggestions et les idées susceptibles de faire avancer le règlement des différends. Il a rappelé aux délégations que, conformément à la Règle 27 du Règlement intérieur des réunions de l'ORD, "[l]es représentants devraient tout faire pour éviter la répétition d'un débat approfondi à chaque réunion sur une question dont il [avait] déjà été longuement débattu et au sujet de laquelle il appar[aisait] que les positions des Membres déjà consignées n'[avaient] pas changé". Après ces observations liminaires, il est passé au premier rapport de situation relevant du point de l'ordre du jour à l'examen.

**A. États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: rapport de situation des États-Unis (WT/DS184/15/Add.178)**

1.2. Le Président a appelé l'attention sur le document WT/DS184/15/Add.178, qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant les mesures antidumping appliquées par les États-Unis à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon.

1.3. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation sur ce différend le 9 novembre 2017, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Les États-Unis avaient donné suite aux recommandations et décisions de l'ORD concernant le calcul

des marges de dumping dans l'enquête en cause sur les droits antidumping visant des produits en acier laminés à chaud. S'agissant des recommandations et décisions de l'ORD auxquelles il n'avait pas encore été donné suite, l'Administration des États-Unis œuvrerait avec le Congrès des États-Unis à l'élaboration des mesures législatives appropriées qui permettraient de régler cette question.

1.4. Le représentant du Japon a dit que son pays remerciait les États-Unis pour leur rapport de situation et leur déclaration. Le Japon demandait une nouvelle fois aux États-Unis de mettre pleinement en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD afin de résoudre cette question.

1.5. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

#### **B. États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur les droits d'auteur: rapport de situation des États-Unis (WT/DS160/24/Add.153)**

1.6. Le Président a appelé l'attention sur le document WT/DS160/24/Add.153, qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant l'article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur.

1.7. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation sur ce différend le 9 novembre 2017, conformément à l'*article* article 21:6 du Mémorandum d'accord. L'Administration des États-Unis continuerait de se concerter avec l'Union européenne, et de travailler en étroite collaboration avec le Congrès des États-Unis, afin de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante en la matière.

1.8. Le représentant de l'Union européenne a dit que sa délégation remerciait les États-Unis pour leur rapport de situation et leur déclaration. L'UE a renvoyé à ses déclarations antérieures et dit qu'elle souhaitait régler ce différend le plus rapidement possible.

1.9. Le représentant de la Chine a dit que son pays remerciait les États-Unis pour leur rapport de situation. Néanmoins, à nouveau, la Chine n'avait constaté aucun progrès tangible dans la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD concernant le différend DS160. Par conséquent, les intérêts des titulaires d'un droit d'auteur n'étaient toujours pas protégés étant donné que les États-Unis enfreignaient les normes minimales de protection prévues dans l'Accord sur les ADPIC. La Chine a appelé instamment les États-Unis à s'acquitter des obligations qui leur incombent au titre dudit accord.

1.10. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

#### **C. Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques: rapport de situation de l'Union européenne (WT/DS291/37/Add.116)**

1.11. Le Président a appelé l'attention des Membres sur le document WT/DS291/37/Add.116, qui contenait le rapport de situation de l'Union européenne sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant les mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques.

1.12. Le représentant de l'Union européenne a dit que sa délégation renvoyait à la déclaration qu'elle avait faite à la réunion de l'ORD du 23 octobre 2017. L'UE restait résolue à agir d'une manière conforme à ses obligations dans le cadre de l'OMC. Toutefois, de façon plus générale, et comme elle l'avait déclaré à de nombreuses reprises auparavant, l'UE rappelait que son système d'approbation des produits biotechnologiques n'était pas visé par les recommandations et décisions de l'ORD.

1.13. Le représentant des États-Unis a dit que les États-Unis remerciaient l'UE pour son rapport de situation et sa déclaration à la réunion en cours. Les États-Unis relevaient avec préoccupation que les mesures de l'UE affectant l'approbation des produits biotechnologiques entraînaient des retards prolongés, imprévisibles et inexplicables à chaque étape du processus d'approbation. En

outre, même quand elle approuvait enfin un produit biotechnologique, l'UE donnait à chacun de ses États membres la capacité d'imposer des interdictions sur le produit approuvé. Les États-Unis appelaient instamment l'UE à faire en sorte que ses mesures affectant l'approbation des produits biotechnologiques, y compris les mesures adoptées par les divers États membres de l'UE, soient fondées sur des preuves scientifiques, et que les décisions soient prises sans retard injustifié.

1.14. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

**D. Canada – Mesures antidumping visant les importations de certains tubes soudés en acier au carbone en provenance du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu: rapport de situation présenté par le Canada (WT/DS482/7/Add.3)**

1.15. Le Président a appelé l'attention sur le document WT/DS482/7/Add.3 qui contenait le rapport de situation présenté par le Canada sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant les mesures antidumping visant les importations de certains tubes soudés en acier au carbone en provenance du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.

1.16. Le représentant du Canada a dit que son pays renvoyait à la déclaration détaillée qu'il avait faite à la réunion de l'ORD le 23 octobre 2017. Le Canada n'avait pas de faits nouveaux à signaler.

1.17. La représentante du Taipei chinois a dit que sa délégation remerciait le Canada pour son rapport de situation et sa déclaration. Le Taipei chinois examinait les modifications législatives et les procédures de réexamen internes du Canada. Il espérait régler cette question très prochainement.

1.18. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

**E. États-Unis – Mesures antidumping et mesures compensatoires visant les gros lave-linge à usage domestique en provenance de Corée: rapport de situation des États-Unis (WT/DS464/17)**

1.19. Le Président a appelé l'attention sur le document WT/DS464/17, qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant les mesures antidumping et les mesures compensatoires visant les gros lave-linge à usage domestique en provenance de Corée.

1.20. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation sur ce différend le 9 novembre 2017, conformément à l'article 21:6 du Mémorandum d'accord. Les États-Unis poursuivaient les consultations avec les parties intéressées sur les solutions possibles pour donner suite aux recommandations de l'ORD et s'entretiendraient aussi avec la Corée dans un avenir proche sur cette question et des questions connexes.

1.21. Le représentant de Corée a dit que son pays remerciait les États-Unis pour leur rapport de situation et leur déclaration. La Corée surveillait de près les mesures prises par le gouvernement des États-Unis concernant la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend. Le délai raisonnable pour la mise en œuvre expirerait le 26 décembre 2017. Néanmoins, la Corée était vivement préoccupée par la question de savoir si les États-Unis mettraient les mesures en cause en conformité. Les États-Unis n'avaient fourni aucun renseignement utile concernant leurs avancées en matière de mise en œuvre, et, d'après ce que la Corée avait observé, ils n'avaient pris aucune des mesures nécessaires à la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD dans le délai raisonnable. Bien que la Corée ait sans cesse interrogé les États-Unis sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et leurs plans à ce sujet, les États-Unis n'avaient répondu que par des messages flous comme leur déclaration à la réunion en cours. Certaines procédures avaient été présentées par les États-Unis, pendant l'arbitrage concernant le délai raisonnable en février 2017, comme essentielles pour la mise en œuvre conformément à leur législation intérieure – les articles 123 et 129 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay – telles que la réouverture de l'enquête en cause, la réception d'observations de la part du public et la tenue de consultations avec le Congrès des États-Unis. La Corée n'avait reçu

aucun renseignement indiquant que l'une quelconque des procédures susmentionnées avait été engagée. Dans ce contexte, la Corée considérait que les renseignements contenus dans le rapport de situation distribué par les États-Unis ne suffisaient pas pour que les Membres aient connaissance de l'état d'avancement de la mise en œuvre par les États-Unis et leurs plans à ce sujet. En outre, à seulement un mois environ de l'expiration du délai raisonnable, le rapport de situation des États-Unis et leur déclaration à la réunion en cours affaibliraient les certitudes de la Corée, et des autres Membres, quant aux intentions des États-Unis concernant la mise en œuvre. Les États-Unis avaient fait part de leur intention de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD à la réunion de l'ORD du 26 octobre 2017. La Corée avait pâti des mesures des États-Unis incompatibles avec les règles de l'OMC pendant plus de 13 mois suite à l'adoption des recommandations et décisions de l'ORD. Elle demandait instamment aux États-Unis de lever sans tarder les incertitudes autour des questions de mise en œuvre et, enfin, de mettre leurs mesures en conformité dans le délai raisonnable.

1.22. Le représentant des États-Unis a dit que son pays prenait note de la déclaration de la Corée et la transmettrait aux autorités de la capitale. Comme indiqué, les États-Unis et la Corée s'entretiendraient de cette question dans un avenir très proche. Les États-Unis étaient prêts à discuter de cette question avec la Corée au niveau bilatéral. Pour être clair, toutefois, il était incorrect de suggérer que les États-Unis n'avaient pas pris de mesures. Comme ils l'avaient expliqué dans le rapport de situation présenté à l'ORD et distribué aux Membres avant la réunion en cours, les États-Unis poursuivaient les consultations avec les parties intéressées sur les solutions possibles pour donner suite aux recommandations de l'ORD. Ce processus était en cours.

1.23. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

## **2 ÉTATS-UNIS – LOI DE 2000 SUR LA COMPENSATION POUR CONTINUATION DU DUMPING ET MAINTIEN DE LA SUBVENTION: MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR L'ORD**

### **A. Déclaration de l'Union européenne**

2.1. Le Président a dit que ce point figurait à l'ordre du jour de la réunion en cours à la demande de l'Union européenne et a invité le représentant de l'UE à prendre la parole.

2.2. Le représentant de l'Union européenne a dit que, une fois de plus, sa délégation demandait aux États-Unis de cesser de transférer le montant des droits antidumping et des droits compensateurs à leur branche de production nationale. Chaque versement qui continuait d'être effectué constituait manifestement un acte de non-respect des recommandations et décisions de l'ORD. L'UE exhortait de nouveau les États-Unis à s'acquitter de l'obligation, qui leur incombait clairement au titre de l'article 21:6 du Mémoire d'accord, de présenter des rapports de situation concernant la mise en œuvre dans ce différend. L'UE continuerait de faire inscrire cette question à l'ordre du jour tant que les États-Unis n'auraient pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD.

2.3. La représentante du Brésil a dit que, une fois de plus, son pays remerciait l'UE pour le maintien de ce point à l'ordre du jour des réunions de l'ORD. En tant que partie aux différends sur l'Amendement Byrd, le Brésil souhaitait renvoyer à ses déclarations antérieures sur cette question. En particulier, il tenait à renvoyer à ses déclarations concernant la poursuite des versements illicites qui devaient cesser immédiatement. Il exhortait de nouveau les États-Unis à se conformer pleinement aux recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend. En attendant, les États-Unis étaient dans l'obligation de présenter des rapports de situation conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord.

2.4. Le représentant du Canada a dit que son pays remerciait l'UE d'avoir fait inscrire ce point à l'ordre du jour de l'ORD. Le Canada partageait l'avis de l'UE selon lequel l'Amendement Byrd devait rester sous la surveillance de l'ORD jusqu'à ce qu'il cesse d'être appliqué.

2.5. Le représentant des États-Unis a dit que, comme les États-Unis l'avaient indiqué lors de réunions antérieures de l'ORD, la Loi sur la réduction du déficit – qui comprenait une disposition abrogeant la Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la

subvention – avait été promulguée en février 2006. Par conséquent, les États-Unis avaient pris toutes les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD concernant ces différends. Ils rappelaient en outre que l'UE avait reconnu que la Loi sur la réduction du déficit n'autorisait pas le versement de droits perçus sur les marchandises importées après le 1<sup>er</sup> octobre 2007, plus de dix ans auparavant. Pour ce qui était des rapports de situation sur cette question demandés par l'UE, comme les États-Unis l'avaient déjà expliqué à des réunions antérieures de l'ORD, le Mémoire d'accord n'imposait pas l'obligation de présenter d'autres rapports de situation une fois qu'un Membre avait annoncé qu'il avait mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD, indépendamment de la question de savoir si la partie plaignante était en désaccord sur la mise en conformité. En outre, comme les États-Unis l'avaient indiqué de manière répétée par le passé, l'UE avait démontré à maintes reprises qu'elle partageait cette interprétation, du moins lorsqu'elle était la partie défenderesse dans un différend. Une fois encore, l'UE n'avait pas présenté, pour la réunion en cours, de rapports de situation concernant les différends dans le cadre desquels il existait un désaccord entre les parties sur la mise en conformité de l'UE.

2.6. Le représentant de l'Union européenne a dit que sa délégation avait présenté des rapports de situation concernant tous les différends pour lesquels elle était tenue de le faire (c'est-à-dire l'affaire DS291)

2.7. L'ORD a pris note des déclarations.

### **3 ÉMIRATS ARABES UNIS – MESURES CONCERNANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES ET DES SERVICES ET LES ASPECTS DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE QUI TOUCHENT AU COMMERCE**

#### **A. Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Qatar (WT/DS526/2)**

3.1. Le Président a rappelé que l'ORD avait examiné cette question à sa réunion du 23 octobre 2017 et était convenu de revenir dessus. Il a appelé l'attention sur la communication du Qatar figurant dans le document WT/DS526/2 et a invité le représentant du Qatar à prendre la parole.

3.2. Le représentant du Qatar a dit que son pays souhaitait tout d'abord dire que les efforts de conciliation visant à régler le différend entre le Qatar et ses plus proches partenaires commerciaux avaient échoué en raison du refus continu des parties défenderesses d'entrer en matière. Par conséquent, à la réunion en cours, le Qatar demandait à l'ORD, pour la deuxième fois, d'établir un groupe spécial chargé de résoudre le différend entre le Qatar et les É.A.U.. La demande du Qatar portait sur les violations des droits du Qatar touchant au commerce des marchandises au titre du GATT de 1994 et au commerce des services au titre de l'AGCS, et de son droit de bénéficier de la protection des droits de propriété intellectuelle au titre de l'Accord sur les ADPIC. Le Qatar avait précédemment demandé l'établissement d'un groupe spécial le 23 octobre 2017. En conséquence, il ne répèterait pas les observations qu'il avait formulées dans sa déclaration à cette réunion, si ce n'était pour rappeler que les mesures des É.A.U. constituaient des mesures unilatérales prises au mépris flagrant des droits du Qatar et d'autres Membres de l'OMC. En outre, il importait de rappeler que les mesures imposées enfreignaient clairement les règles fondamentales de l'OMC. Les règles de l'OMC applicables aux marchandises, aux services et à la propriété intellectuelle reposaient sur des principes de non-discrimination. Toutefois, ces mesures visaient uniquement le Qatar, lui refusant quasiment tous les avantages que garantissait le statut de Membre de l'OMC. Les règles de l'OMC garantissaient la liberté de transit. Or ces mesures refusaient la liberté de transit tant au Qatar qu'aux pays tiers Membres de l'OMC souhaitant expédier des marchandises au Qatar ou en recevoir de ce pays. Les règles de l'OMC et les engagements pris dans le cadre de l'Organisation ne permettaient d'interrompre les échanges que dans des circonstances limitées et pourtant, à quelques rares exceptions qui étaient importantes sur le plan commercial pour les pays concernés, presque tous les échanges de marchandises et de services avaient été entravés et les droits de propriété intellectuelle des citoyens du Qatar avaient été enfreints. Ces mesures illicites au regard de l'OMC étaient foncièrement en contradiction avec le système multilatéral de droits et d'obligations que tous les Membres de l'OMC avaient accepté. En conséquence, il convenait que le différend relatif à ces mesures soit résolu par le recours au mécanisme de règlement des différends contraignant de l'OMC. Le Qatar attendait avec intérêt de faire valoir ses droits devant le groupe spécial de l'OMC qui serait désormais établi pour résoudre le différend entre le Qatar et les É.A.U..

3.3. Le représentant des Émirats arabes unis a dit que les É.A.U. regrettaient que le Qatar demande, pour la deuxième fois, qu'un groupe spécial soit établi pour trancher une question qui n'était pas du ressort de l'OMC et de son système de règlement des différends. Comme les É.A.U. l'avaient expliqué à la réunion de l'ORD du 23 octobre 2017, les mesures qui faisaient l'objet de la demande d'établissement d'un groupe spécial avaient été annoncées le 5 juin 2017 par le Ministère des affaires étrangères des É.A.U. au motif que le Qatar refusait de cesser de soutenir et de financer le terrorisme. Huit autres pays – dont sept étaient des Membres de l'OMC – avaient pris des mesures similaires à l'encontre du Qatar. Il ne s'agissait clairement pas d'un différend commercial et il n'y avait pas le moindre élément indiquant que les mesures prises par les É.A.U. visaient à protéger les intérêts des producteurs, fournisseurs de services ou détenteurs de droits des É.A.U.. En revanche, les mesures avaient été prises pour protéger les intérêts essentiels de sécurité des É.A.U. et étaient pleinement conformes aux obligations des É.A.U. au titre du GATT, de l'AGCS et de l'Accord sur les ADPIC. À la réunion de l'ORD le 23 octobre 2017, le Qatar avait concédé que les Membres de l'OMC avaient le droit de prendre des mesures de bonne foi pour protéger leur sécurité. En outre, en refusant de répondre aux accusations de soutien et de financement du terrorisme, le Qatar avait fait valoir que ces questions ne relevaient pas "de cette instance". Néanmoins, même s'il avait admis ces points, le Qatar avait persisté à vouloir soumettre cette question à une procédure de règlement des différends à l'OMC. Chaque nation avait le droit de prendre les mesures nécessaires pour protéger les intérêts essentiels de sa sécurité. Ce principe fondamental était consacré par le droit international et était repris dans l'article XXI du GATT, l'article XIVbis de l'AGCS et l'article 73 de l'Accord sur les ADPIC. Les É.A.U. ont dit que les Membres devraient appeler instamment le Qatar à agir de manière responsable en répondant, dans l'instance appropriée, aux préoccupations sous-jacentes concernant son respect de ses obligations internationales en matière de lutte contre le terrorisme. Les É.A.U. ne pouvaient pas consentir à l'établissement d'un groupe spécial. En outre, ils souhaitaient déclarer, pour mémoire, qu'ils pensaient que le Qatar essayait d'employer le système de règlement des différends de l'OMC pour détourner l'attention des vraies questions – à savoir le soutien qu'il apportait à l'extrémisme et aux organisations terroristes. Un Membre de l'OMC avait le droit souverain de déterminer si une mesure était nécessaire pour la protection des intérêts essentiels de sa sécurité. Par conséquent, l'OMC n'était tout simplement pas compétente pour remettre en question une telle détermination.

3.4. Le représentant du Royaume de Bahreïn a dit que son pays faisait pleinement sienne la déclaration prononcée par les É.A.U. Bahreïn déplorait que le Qatar ait décidé de présenter une deuxième demande d'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner cette question. Comme il l'avait dit à la réunion de l'ORD du 23 octobre 2017, Bahreïn, à l'instar des É.A.U. et de l'Arabie saoudite, entre autres, avait adopté des mesures de sécurité nationale à l'encontre du Qatar. En outre, ainsi que Bahreïn l'avait dit auparavant, les Membres de l'OMC avaient parfaitement le droit d'adopter ces mesures au titre de l'article XXI du GATT, de l'article XIVbis de l'AGCS et de l'article 73 de l'Accord sur les ADPIC. Bahreïn a répété que les exceptions prévues à l'article XXI du GATT, à l'article XIVbis de l'AGCS et à l'article 73 de l'Accord sur les ADPIC étaient très claires. Elles disposaient que c'était au Membre qui les invoquait et seulement à lui que revenait la responsabilité d'évaluer s'il y avait un "cas de grave tension internationale" et si des mesures de sécurité étaient "nécessaires". Par conséquent, Bahreïn était d'avis qu'un groupe spécial chargé du règlement d'un différend à l'OMC ne pouvait pas juger du bien-fondé ou des motifs de l'invocation de ces exceptions, et n'avait simplement pas pour mandat, ni ne disposait des outils, lui permettant de régler les questions politiquement sensibles que le Qatar soulevait à la réunion en cours. Bahreïn continuait d'être étonné par les accusations incohérentes et contradictoires du Qatar sur cette question, la dernière étant que ces mesures de sécurité clairement définies pourraient, d'une certaine façon, réaliser des objectifs commerciaux. Dans ces conditions, Bahreïn était d'avis que ces allégations, parmi toutes celles présentées précédemment, étaient clairement erronées et ne relevaient en aucun cas de l'OMC.

3.5. Le représentant du Royaume d'Arabie saoudite a dit que son pays souhaitait faire sienne la déclaration faite par les É.A.U. et souhaitait aussi appuyer la déclaration faite par Bahreïn. Comme elle l'avait dit à la réunion de l'ORD du 23 octobre 2017, l'Arabie saoudite déplorait que l'établissement d'un groupe spécial ait été demandé par le Qatar pour la deuxième fois. Elle saisissait cette occasion pour assurer l'ORD que les mesures visées dans la demande étaient maintenues conformément aux exceptions concernant la sécurité énoncées dans l'article XXI du GATT de 1994, l'article XIVbis de l'AGCS et l'article 73 de l'Accord sur les ADPIC. En outre, l'Arabie saoudite pensait que chaque Membre conservait le pouvoir de déterminer pour lui-même les questions qu'il estimait nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité, comme il était indiqué dans les textes des articles susmentionnés, et comme les Membres de l'OMC l'avaient



reconnu à plusieurs reprises. De surcroît, l'Arabie saoudite ne reconnaissait pas à l'OMC la "compétence conventionnelle" ou le "pouvoir conventionnel" lui permettant d'établir un groupe spécial chargé de se prononcer sur des questions qui faisaient clairement et pleinement partie des préoccupations relatives à la sécurité nationale de chaque Membre. L'Arabie saoudite se réservait le droit d'affirmer à nouveau ses objections concernant l'établissement de la compétence dans ce différend. Néanmoins si, malgré cette objection, un groupe spécial était établi, l'Arabie saoudite réserverait ses droits de tierce partie en faisant clairement état de son objection.

3.6. Le représentant du Yémen a dit que son pays souhaitait exprimer ses regrets de voir cette affaire portée une deuxième fois à l'attention de l'ORD. Ayant suivi l'évolution de cette question et des questions connexes, le Yémen était sincèrement d'avis que la question ne relevait pas de l'ORD. Il appuyait l'explication des É.A.U. et gardait l'espoir que cette affaire soit résolue.

3.7. Le représentant du Canada a constaté avec regret que le différend entre le Qatar et les É.A.U. en était arrivé à ce stade. Il était d'avis qu'une solution politique négociée à cette question demeurerait possible et il encourageait les deux parties à engager un dialogue proactif et constructif, avant de passer à l'étape suivante du différend. Certaines délégations avaient suggéré que les parties demandent l'aide du Directeur général, dans le cadre de ses bons offices, afin de régler la question. Le Canada appuierait une telle approche. Il pensait qu'il était possible de trouver un compromis, si les parties faisaient preuve de bonne volonté.

3.8. Le représentant de la Corée a dit que son pays relevait que ce différend, nonobstant son incidence significative sur le commerce, ne semblait pas être motivé par des considérations purement commerciales de la part du Membre défendeur, les É.A.U.. À dire vrai, il était indéniable que ce différend avait un caractère politique. Par ailleurs, il était dans l'intérêt de l'OMC et de tous ses Membres de garantir des échanges harmonieux, en réduisant au minimum les possibles effets négatifs de ce différend sur le commerce bilatéral, régional et mondial et ses implications systémiques pour le système commercial multilatéral. De l'avis de la Corée, la solution la plus efficace et la plus rapide pour résoudre ce différend serait aussi politique, et ne relevait donc pas du domaine de compétence de l'OMC. Il était essentiel de trouver un accord politique bilatéral entre les parties concernées afin de résoudre ce différend, ce qui rendrait une procédure de règlement des différends à l'OMC inutile. Cependant, le groupe spécial chargé de ce différend entre le Qatar et les É.A.U. serait établi à la réunion en cours conformément à l'article 6:1 du Mémorandum d'accord, étant donné que le Qatar avait demandé son établissement pour la deuxième fois. Toutefois, les Membres devaient garder à l'esprit que la procédure du groupe spécial chargé de ce différend nécessiterait l'affectation d'importantes ressources du système de règlement des différends de l'OMC à un moment où le mécanisme de règlement des différends se heurtait déjà à de graves difficultés, dont des problèmes de charge de travail. À cet égard et compte tenu de la nature politique de ce différend, la Corée encourageait les parties concernées à s'efforcer de bonne foi de renforcer les discussions bilatérales en vue de parvenir rapidement à un règlement mutuellement acceptable.

3.9. Le représentant de l'Égypte a dit que son pays souhaitait appuyer les déclarations faites par les É.A.U., Bahreïn et l'Arabie saoudite. L'Égypte a rappelé la déclaration qu'elle avait faite sur cette question à la précédente réunion. Elle pensait que ces mesures étaient prises par les É.A.U. d'une manière compatible avec les règles de l'OMC. Un Membre avait seul le pouvoir discrétionnaire de déterminer quelle action était nécessaire à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité et de définir les intérêts essentiels de sa sécurité.

3.10. Le représentant des États-Unis a dit que les É.A.U. avaient de nouveau indiqué que leurs mesures étaient justifiées pour des raisons de sécurité nationale, comme ils l'avaient fait à la réunion de l'ORD du 23 octobre 2017. Comme les États-Unis l'avaient fait observer à la précédente réunion de l'ORD, les questions de sécurité nationale avaient un caractère politique et n'étaient pas des questions qui se prêtaient à une résolution dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC. Chaque Membre de l'OMC conservait le droit de déterminer pour lui-même les questions qu'il estimait nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité, comme l'indiquait le texte de l'article XXI du GATT de 1994.<sup>1</sup> Par conséquent, si les É.A.U. invoquaient officiellement l'article XXI pour défendre les mesures contestées, les États-Unis estimaient que le

---

<sup>1</sup> Article XXI b) du GATT de 1994 ("Aucune disposition du présent Accord ne sera interprétée ... b) ... comme empêchant une partie contractante de prendre toutes mesures *qu'elle estimera nécessaires* à la protection *des intérêts essentiels de sa sécurité* ...") (pas d'italique dans l'original).



groupe spécial n'aurait pas le pouvoir d'examiner cette invocation et de formuler des constatations sur les allégations soulevées dans le différend. Les États-Unis ont rappelé qu'au titre de l'article 7:1 du Mémoire d'accord, un groupe spécial devait examiner la question portée devant l'ORD par la partie plaignante et "faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il [était] prévu dans ledit (lesdits) accord(s)". Si l'article XXI était invoqué, aucune constatation du groupe spécial ne pourrait aider l'ORD à formuler les recommandations prévues à l'article 19:1 du Mémoire d'accord<sup>2</sup>, car l'ORD ne pourrait formuler aucune constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC ou aucune recommandation à l'effet qu'un Membre de rendre sa mesure conforme aux obligations dans le cadre de l'OMC. Par conséquent, si un groupe spécial était établi et si les É.A.U. invoquaient l'article XXI, les constatations, quelles qu'elles soient, se limiteraient à une reconnaissance du fait que l'article XXI avait été invoqué. Dans ces conditions, les États-Unis estimaient que les parties devraient régler les questions soulevées dans ce différend hors du cadre du système de règlement des différends de l'OMC. Si les parties ne pouvaient pas régler la question de manière bilatérale, les États-Unis les encourageaient à demander, l'aide du Directeur général dans le cadre de ses bons offices, ou d'une autre personne ou d'un autre Membre de l'OMC en qui elles avaient confiance. En outre, si un groupe spécial était établi, il devrait avoir des consultations avec les parties afin "d'élaborer une solution mutuellement satisfaisante".<sup>3</sup>

3.11. Le représentant de la Chine a dit que son pays prenait note de la demande d'établissement d'un groupe spécial que le Qatar avait présentée au titre du Mémoire d'accord pour résoudre son différend avec les É.A.U. au sujet des mesures concernant le commerce des marchandises et des services et des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (DS526). La Chine suivait ce différend de près car il pouvait impliquer l'application des dispositions relatives aux exceptions concernant la sécurité. Premièrement, la Chine reconnaissait que, selon les règles de l'OMC, les Membres de l'OMC avaient le droit légitime de défendre leurs intérêts commerciaux dans le cadre du mécanisme de règlement des différends. Ce droit devrait être respecté. Deuxièmement, la Chine reconnaissait aussi que les exceptions concernant la sécurité prévues dans les accords de l'OMC étaient des dispositions sensibles relatives à la souveraineté et aux intérêts de la sécurité des Membres. Dans une situation où les exceptions concernant la sécurité avaient été invoquées, les Membres devraient se prononcer sur la question de savoir s'il serait possible de résoudre efficacement le différend en cause par l'intermédiaire de l'OMC, et se retenir de soumettre ce différend à l'OMC. Troisièmement, dans le même temps, la Chine estimait que les Membres devraient s'acquitter fidèlement des obligations et engagements qu'ils avaient contractés dans le cadre de l'OMC et devaient employer ou invoquer les dispositions relatives aux exceptions concernant la sécurité de bonne foi.

3.12. Le représentant du Qatar a dit que son pays était préoccupé par le fait que les É.A.U. avaient choisi de distraire l'ORD avec une série d'inventions et de beaux discours dont la fausseté était démontrable qui étaient indignes de l'OMC. Le Qatar a indiqué que, malgré ces mesures, il continuait de respecter ses engagements multilatéraux et bilatéraux et de s'en acquitter. Parmi ces engagements figurait la fourniture aux É.A.U. de produits énergétiques essentiels à leur économie. Les pratiques commerciales que les É.A.U. maintenaient démentaient toutes leurs déclarations. Le Qatar a relevé que les É.A.U. avaient fait valoir le droit unilatéral absolu d'être dispensés de toutes les obligations de fond et de procédure qu'ils avaient contractées dans le cadre de l'OMC vis-à-vis du Qatar, en se fondant uniquement sur leur simple affirmation selon laquelle leurs tentatives coercitives d'isolement du Qatar répondaient à une préoccupation en matière de sécurité. Le Qatar ne contestait pas le droit des pays de prendre des mesures de bonne foi pour protéger leur sécurité. Néanmoins, ce moyen de défense ne pouvait pas s'autoréglementer car cela menacerait l'intégrité de l'ensemble du système fondé sur des règles. Il était clair que la nature de tout moyen de défense en droit de l'OMC faisait l'objet d'un contrôle multilatéral. Les critères juridiques convenus par les Membres étaient objectifs et n'étaient pas laissés à la fantaisie de décideurs individuels dans les gouvernements des Membres. La délégation des É.A.U. avait tout simplement tort dans la mesure où elle estimait que ses mesures échappaient à tout examen.

---

<sup>2</sup> Article 19:1 du Mémoire d'accord: "Dans les cas où un groupe spécial ou l'Organe d'appel conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné la rende conforme audit accord".

<sup>3</sup> Article 11 du Mémoire d'accord: "Le Groupe spécial devrait avoir régulièrement des consultations avec les parties au différend et leur donner des possibilités adéquates d'élaborer une solution mutuellement satisfaisante".

3.13. Le représentant des Émirats arabes unis a dit que son pays ne formulerait pas d'observations sur la première partie de la déclaration du Qatar. Les questions de sécurité nationale étaient des questions politiques, qui ne pouvaient pas être examinées ou résolues par le mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Chaque Membre de l'OMC conservait le pouvoir de déterminer pour lui-même les questions qu'il estimait nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité. C'est ce qu'indiquait le texte de l'article XXI du GATT de 1994, de l'article XIVbis de l'AGCS et de l'article 73 de l'Accord sur les ADPIC. Le Qatar avait fait abstraction de la distinction fondamentale entre le texte de ces exceptions concernant la sécurité nationale, qui conférait aux Membres un large pouvoir discrétionnaire pour émettre des jugements concernant les intérêts essentiels de leur sécurité, et les autres exceptions aux règles de l'OMC.

3.14. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'établir un groupe spécial doté du mandat type conformément aux dispositions de l'article 6 du Mémoire d'accord.

3.15. Les représentants de l'Afghanistan, de l'Australie, du Canada, de la Chine, de la Corée, de l'Égypte, des États-Unis, de la Fédération de Russie, du Guatemala, du Honduras, du Japon, du Kazakhstan, de la Norvège, des Philippines, du Royaume d'Arabie saoudite, du Royaume de Bahreïn, de Singapour, du Taipei chinois, de l'Union européenne, de l'Ukraine et du Yémen ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.

#### **4 INDONÉSIE – MESURES CONCERNANT L'IMPORTATION DE VIANDE DE POULET ET DE PRODUITS À BASE DE POULET**

##### **A. Rapport du Groupe spécial (WT/DS484/R et WT/DS484/R/Add.1)**

4.1. Le Président a rappelé que, à sa réunion du 3 décembre 2015, l'ORD avait établi un groupe spécial chargé d'examiner la plainte du Brésil dans l'affaire DS484. Le rapport du Groupe spécial, contenu dans le document WT/DS484/R et WT/DS484/R/Add.1, avait été distribué le 17 octobre 2017, en tant que document mis en distribution générale. À la demande du Brésil et de l'Indonésie, l'ORD était maintenant saisi de ce rapport pour adoption. Cette procédure d'adoption était sans préjudice du droit des Membres d'exprimer leurs vues sur le rapport du Groupe spécial. Le Président a invité les représentants des parties au différend à exprimer leurs vues sur le rapport du Groupe spécial.

4.2. Le représentant du Brésil a dit que, au moyen d'une requête conjointe, son pays et l'Indonésie avaient inscrit ce point à l'ordre du jour de la réunion en cours de l'ORD. Ce point concernait l'adoption du rapport du Groupe spécial dans l'affaire DS484. Le Brésil était satisfait des constatations et recommandations formulées par le Groupe spécial dans son rapport, distribué le 17 octobre 2017, qui appuyait les principales préoccupations du Brésil concernant les obstacles au commerce imposés par l'Indonésie sur les importations de viande de poulet et de produits à base de poulet. Selon le Groupe spécial, l'Indonésie avait enfreint l'Accord SPS en retardant, sans justification plausible, le processus de reconnaissance sanitaire du Brésil et des établissements exportateurs brésiliens. Le Groupe spécial n'avait pu identifier aucune raison sanitaire expliquant le retard en ce qui concernait ces autorisations courantes. Le Groupe spécial avait également constaté que les règlements relatifs aux licences d'importation de l'Indonésie avaient créé des restrictions injustifiées au commerce à au moins trois égards: i) en établissant, au moyen d'une "prescription relative à la liste positive", une liste sélective de produits soumis à licences, qui avait exclu des lignes tarifaires relatives à la viande de poulet et aux produits à base de poulet; ii) en limitant les buts de l'usage ou le lieu de vente des produits importés; et iii) en ne permettant en aucune circonstance l'introduction de modifications aux conditions des licences d'importation accordées. Après une procédure de règlement du différend de trois ans, une solution définitive à ce différend contribuerait à élargir la coopération entre le Brésil et l'Indonésie, vu qu'il était dans l'intérêt commun des deux pays de consolider leurs relations politiques et économiques. S'agissant de l'adoption du rapport du Groupe spécial à la réunion en cours, le Brésil attendait de l'Indonésie qu'elle informe l'ORD de ses intentions concernant la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend, de manière à garantir des conditions équitables sur le marché international pour les produits en provenance du Brésil. Pour finir, le Brésil estimait que l'issue positive de cette affaire soulignait toute l'importance de l'existence de règles et procédures régissant le règlement des différends pleinement opérationnelles dans le cadre de l'OMC, afin que les différends commerciaux puissent continuer de suivre la bonne voie institutionnelle.

4.3. Le représentant de l'Indonésie a dit que son pays et le Brésil avaient conjointement inscrit ce point, concernant l'adoption du rapport du Groupe spécial dans l'affaire DS484, à l'ordre du jour de l'ORD. Ce faisant, l'Indonésie et le Brésil étaient convenus de ne pas faire appel du rapport. L'Indonésie était d'avis que la décision commune de ne pas faire appel s'expliquait par les constatations mitigées contenues dans le rapport du Groupe spécial. Ce différend avait soulevé des questions fondamentales sur la manière dont un Membre pouvait structurer à bon droit ses lois et réglementations pour promouvoir la sécurité sanitaire des produits alimentaires et assurer le respect de ses prescriptions religieuses. L'Indonésie avait la lourde tâche de veiller tout à la fois à ce que les produits alimentaires offerts à la population musulmane soient conformes aux prescriptions halal et, de manière plus générale, à ce que son offre alimentaire soit sûre. Ce différend portait sur la contestation par le Brésil de deux catégories de mesures imposées par l'Indonésie au titre du GATT de 1994, de l'Accord sur l'agriculture, de l'Accord sur les licences d'importation et de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires. Les contestations avaient trait à une prohibition à l'importation globale et non écrite alléguée découlant de la combinaison de plusieurs mesures différentes ayant comme objectif de politique générale l'autosuffisance et à six mesures individuelles. Ces mesures étaient les suivantes: i) la prescription relative à la liste positive pour les importations de poulet; ii) une prescription imposant que les importations de poulet soient vendues dans des établissements disposant d'équipements de stockage frigorifique, tels que les hôtels et les établissements de restauration rapide; iii) un retard injustifié allégué dans l'homologation des certificats sanitaires vétérinaires pour le poulet en provenance du Brésil; iv) certains aspects du régime de licences d'importation de l'Indonésie; v) la surveillance et la mise en œuvre des prescriptions de l'Indonésie en matière d'abattage et d'étiquetage halal; et vi) les restrictions alléguées en matière de transport des produits importés appliquées au moyen d'une obligation de transport direct depuis le pays d'origine jusqu'aux points d'entrée indonésiens.

4.4. S'agissant de la première catégorie, le Groupe spécial avait constaté que le Brésil n'avait pas démontré l'existence de la prohibition globale alléguée. En particulier, le Groupe spécial avait constaté que le Brésil n'avait pas démontré l'existence d'un lien entre l'objectif de politique générale d'autosuffisance de l'Indonésie et les mesures commerciales spécifiques que celle-ci avait prises. S'agissant de la deuxième catégorie, les six mesures individuelles, le Groupe spécial avait formulé des constatations mitigées. Il avait constaté que la prescription relative à la liste positive était incompatible avec l'article XI:1 et n'était pas justifiée au regard de l'article XX d) du GATT de 1994. Il avait appliqué le principe d'économie jurisprudentielle à l'allégation du Brésil au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. Dans le cadre de l'examen de la prescription relative à l'utilisation prévue, il avait opéré une distinction entre les aspects de fond et les aspects relatifs à l'application. Il avait constaté que, dans le cadre du régime de licences d'importation en vigueur, les aspects de fond des prescriptions relatives au stockage frigorifique n'étaient pas incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994, étant donné qu'il existait une mesure interne équivalente. Toutefois, il a constaté que certains aspects relatifs à l'application étaient incompatibles avec l'article III:4 et n'étaient pas justifiés au regard de l'article XX d) du GATT de 1994. En ce qui concernait la troisième mesure, le Groupe spécial avait constaté qu'il y avait un retard injustifié dans l'homologation des certificats sanitaires vétérinaires pendant que l'Indonésie attendait des renseignements relatifs aux garanties de respect des prescriptions halal. Il avait en outre constaté que certains aspects de la quatrième mesure, le régime de licences d'importation de l'Indonésie, tels que les créneaux de présentation des demandes et les périodes de validité, étaient parvenus à expiration pendant la procédure. S'agissant de la nouvelle période de validité adoptée pendant la procédure, le Groupe spécial avait constaté que le Brésil n'avait pas établi *prima facie* qu'elle était incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994, l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et l'article 3:2 de l'Accord sur les licences d'importation. Il avait également constaté que les conditions fixes des licences de l'Indonésie étaient incompatibles avec l'article XI:1 du GATT de 1994 et n'étaient pas justifiées au regard de l'article XX d) du GATT de 1994. S'agissant de la cinquième mesure, les prescriptions en matière d'abattage et d'étiquetage halal, le Groupe spécial avait constaté que le Brésil n'avait pas démontré qu'il y avait violation de l'article III:4. Pour finir, il avait constaté que le Brésil n'avait pas démontré que la sixième mesure, les prescriptions de l'Indonésie visant le transport direct, était incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994 et l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. Pour résumer, la majorité des constatations défavorables du Groupe spécial concernaient des mesures qui avaient déjà été modifiées ou supprimées, telles que les créneaux de présentation des demandes et les périodes de validité. En substance, il n'y avait eu que deux "nouvelles" mesures qui avaient été contestées par le Brésil et que le Groupe spécial avait jugées incompatibles avec les obligations de l'Indonésie au titre des accords applicables. Ces "nouvelles" mesures étaient le mécanisme d'application de la prescription relative

à l'utilisation prévue et le retard injustifié dans l'homologation des certificats sanitaires vétérinaires. Pour conclure, l'Indonésie a pris acte des constatations défavorables limitées du Groupe spécial. Elle a ajouté qu'elle aurait besoin d'un délai raisonnable pour rendre ces mesures jugées incompatibles conformes à ses obligations dans le cadre de l'OMC. Elle entendait bien continuer à travailler avec le Brésil dans un esprit constructif pendant ces importantes étapes suivantes du différend.

4.5. Le représentant des États-Unis a dit que ce différend présentait un intérêt particulier pour son pays parce que celui-ci avait, avec la Nouvelle-Zélande, formulé des allégations similaires à l'égard du régime de licences d'importation de l'Indonésie. D'ailleurs, les allégations des États-Unis avaient été confirmées dans les rapports qui seraient examinés au titre du point suivant de l'ordre du jour de la réunion en cours. Dans l'ensemble, ils se félicitaient que le Groupe spécial ait constaté que de nombreuses mesures de l'Indonésie relatives à l'importation d'animaux et de produits d'origine animale étaient incompatibles avec l'article XI:1 du GATT de 1994 et n'étaient pas justifiées au regard de l'article XX du GATT de 1994. À la réunion en cours, ils tenaient toutefois à attirer l'attention sur une systémique concernant l'approche suivie par le Groupe spécial à l'égard de mesures adoptées après que l'ORD avait défini le mandat du Groupe spécial. Dans le cadre de sa défense, l'Indonésie s'était appuyée sur l'affirmation selon laquelle elle avait modifié ou remplacé certains instruments juridiques après l'établissement du Groupe spécial. En fait, elle avait affirmé qu'elle avait adopté deux ensembles de modifications différents, et que l'une de ces modifications était survenue après la première réunion du Groupe spécial. Comme les États-Unis l'avaient souligné dans leur communication en tant que tierce partie au Groupe spécial, ces actions postérieures à l'établissement n'auraient pas dû modifier le champ des mesures examinées par le Groupe spécial. Au lieu de cela, conformément au mandat du Groupe spécial établi par l'ORD au titre de l'article 7:1 du Mémoire d'accord, et à sa tâche consistant à procéder à une évaluation objective de "la question" portée devant l'ORD au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord, les mesures visées étaient uniquement celles qui avaient été exposées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil, telles qu'elles existaient au moment de l'établissement du Groupe spécial. Or il apparaissait que ce dernier avait examiné la totalité des modifications et remplacements allégués tout au long de la procédure. De ce fait, plutôt que de consister en un examen complet et approfondi de "la question" relevant du mandat du Groupe spécial, y compris des mesures spécifiques en cause conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord, la procédure s'était transformée en une tentative d'analyse d'une cible mouvante. S'intéresser à des instruments adoptés après l'établissement du Groupe spécial avait empêché les parties, les tierces parties et le Groupe spécial de mener un examen approfondi. En effet, il apparaissait que certains instruments avaient été modifiés après que les tierces parties avaient déposé leurs communications écrites. Dans ces circonstances, les tierces parties s'étaient vues privées de la possibilité de présenter leurs vues sur au moins une partie des mesures visées par les constatations du Groupe spécial. Il n'y avait pas dans le Mémoire d'accord de base permettant à un groupe spécial de formuler des constatations sur des mesures nouvelles qui ne relevaient pas de son mandat tel qu'il avait été défini par l'ORD.

4.6. Le représentant du Canada a dit que son pays souhaitait répondre à la déclaration des États-Unis. Le Canada était d'avis qu'il était incorrect de suggérer qu'un groupe spécial n'avait pas compétence pour examiner une mesure modifiée après qu'il avait été établi et formuler des constatations à son sujet. Un groupe spécial pouvait examiner une telle mesure et formuler des constatations à son sujet si la mesure ne changeait pas l'essence de la mesure initiale qui avait été indiquée dans la demande d'établissement du Groupe spécial. Dans le cas contraire, il serait très facile pour un Membre de se soustraire à la compétence d'un groupe spécial.

4.7. L'ORD a pris note des déclarations et a adopté le rapport du Groupe spécial contenu dans les documents WT/DS484/R et WT/DS484/R/Add.1.

## **5 INDONÉSIE – IMPORTATION DE PRODUITS HORTICOLES, D'ANIMAUX ET DE PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE**

### **A. Rapport de l'Organe d'appel (WT/DS477/AB/R et WT/DS477/AB/R/Add.1) et rapport du Groupe spécial (WT/DS477/R, WT/DS477/R/Add.1 et WT/DS477/R/Corr.1)**

### **B. Rapport de l'Organe d'appel (WT/DS478/AB/R et WT/DS478/AB/R/add.1) et rapport du Groupe spécial (WT/DS478/R, WT/DS478/R/Add.1 et WT/DS478/R/Corr.1)**

5.1. Le Président a proposé d'examiner ensemble les deux sous-points du point 5 de l'ordre du jour. Il a appelé l'attention sur la communication de l'Organe d'appel figurant dans les documents WT/DS477/14-WT/DS478/14 et transmettant les rapports de l'Organe d'appel sur l'affaire "Indonésie – Importation de produits horticoles, d'animaux et de produits d'origine animale", qui avaient été distribués le 9 novembre 2017 sous les cotes WT/DS477/AB/R-WT/DS478/AB/R et WT/DS477/AB/R/Add.1-WT/DS478/AB/R/Add.1. Il a rappelé aux délégations que les rapports de l'Organe d'appel et les rapports du Groupe spécial concernant ces différends avaient été mis en distribution générale. Les Membres n'étaient pas sans savoir que l'article 17:14 du Mémoire d'accord contenait les prescriptions suivantes: "Un rapport de l'Organe d'appel sera adopté par l'ORD et accepté sans condition par les parties au différend, à moins que l'ORD ne décide par consensus de ne pas adopter le rapport de l'Organe d'appel, dans les 30 jours suivant sa distribution aux Membres. Cette procédure d'adoption est sans préjudice du droit des Membres d'exprimer leurs vues sur un rapport de l'Organe d'appel". Le Président a invité les parties au différend à présenter leurs vues sur les rapports présentés à l'ORD.

5.2. La représentante de la Nouvelle-Zélande a dit que son pays se félicitait de l'adoption des rapports de l'Organe d'appel et du Groupe spécial dans l'affaire "Indonésie – Importation de produits horticoles, d'animaux et de produits d'origine animale". La Nouvelle-Zélande a remercié l'Organe d'appel, le Groupe spécial, le Secrétariat, les parties et les tierces parties pour le travail considérable qu'ils avaient accompli ainsi que pour le dialogue constructif qu'ils avaient mené au cours de cette procédure. Elle a tout particulièrement remercié l'Indonésie pour l'approche constructive et collégiale qu'elle avait adoptée dans le cadre de cette procédure engagée devant l'OMC. Le climat positif qui avait régné pendant les audiences reflétait la relation bilatérale de longue date fondée sur le respect mutuel qu'entretenaient l'Indonésie et la Nouvelle-Zélande, ainsi que le désir commun de ces deux pays de consolider cette importante relation. Les constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel avaient confirmé que les régimes d'importation de l'Indonésie pour les produits horticoles et les produits d'origine animale étaient incompatibles avec des obligations essentielles contractées dans le cadre de l'OMC. Les 18 obstacles non tarifaires en cause qui avaient été contestés avaient tous été jugés incompatibles avec les obligations de l'Indonésie au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994 par le Groupe spécial et l'Organe d'appel. À la suite de l'adoption des rapports à la réunion en cours, l'Indonésie devrait rendre ses mesures conformes à ses obligations dans le cadre de l'OMC. La Nouvelle-Zélande se réjouissait à la perspective de travailler et d'agir en partenariat avec l'Indonésie afin d'assurer une mise en conformité rapide, efficace, durable et compatible avec les règles de l'OMC. C'était dans l'intérêt des deux pays. La Nouvelle-Zélande a salué l'adoption de ces rapports à la réunion en cours et attendait avec intérêt la reprise de ses exportations de produits agricoles de haute qualité à destination des consommateurs indonésiens, y compris une gamme de produits du bœuf et de produits horticoles importés qui avaient été touchés par les restrictions et prohibitions imposées par l'Indonésie.

5.3. Le représentant des États-Unis a dit que son pays remerciait le Groupe spécial, les membres de la section et le personnel du Secrétariat qui les avait aidés dans leur tâche dans le cadre de ce différend. Les États-Unis ont également remercié leur coplaignant, la Nouvelle-Zélande, pour sa collaboration très étroite et fructueuse tout au long de ce différend. L'adoption des rapports concernant ce différend mettrait fin à cette phase de la procédure qui était en cours depuis le début de l'année 2013. Pendant plus de quatre ans, les États-Unis avaient essayé de régler avec l'Indonésie la question de ses régimes de licences d'importation très restrictifs pour le commerce et manifestement incompatibles avec les règles de l'OMC. Avec l'adoption de ces rapports, les États-Unis s'efforceraient à nouveau de travailler avec l'Indonésie à la résolution de cette question et à la mise en conformité de ses régimes de licences d'importation avec ses obligations dans le cadre de l'OMC. Ce différend portait sur 18 mesures distinctes que l'Indonésie imposait – principalement par le biais de ses régimes de licences d'importation – à l'importation de produits horticoles, d'animaux et de produits d'origine animale. Ces mesures comprenaient: i) une liste

positive, en vertu de laquelle l'importation des produits d'origine animale non énumérés n'était pas autorisée; ii) des créneaux de présentation des demandes et des périodes de validité limités, et des conditions fixes des licences qui restreignaient les importations des produits visés pendant une période donnée aux types et aux quantités préalablement approuvés par le gouvernement indonésien; iii) une prescription relative aux achats sur le marché intérieur; iv) des restrictions saisonnières visant les importations effectuées au cours de la période de récolte en Indonésie; v) des restrictions à l'utilisation pour laquelle des produits pouvaient être importés; et vi) une prescription selon laquelle les importations n'étaient autorisées que si la production nationale était jugée insuffisante. Le Groupe spécial avait constaté que chacune des mesures contestées était incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994 et n'était pas justifiée au regard de l'article XX du GATT de 1994. Ces constatations d'incompatibilité avaient désormais été confirmées en appel.

5.4. En appel, l'Indonésie avait allégué que l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture s'appliquait aux produits agricoles à l'exclusion de l'article XI:1 du GATT de 1994. Vu qu'il avait été constaté que chacune des mesures contestées était incompatible avec l'article XI:1, l'argument de l'Indonésie avait été valablement rejeté dans les rapports concernant ce différend. Au contraire, les rapports confirmaient que l'article 21:1 de l'Accord sur l'agriculture ne s'appliquait qu'en cas de conflit entre les dispositions de l'Accord sur l'agriculture et les dispositions d'un autre accord visé. L'argument de l'Indonésie selon lequel le principe de la *lex specialis* était pertinent dans ce contexte avait également été rejeté dans les rapports. En outre, les rapports confirmaient que, en examinant des allégations formulées au titre de différentes dispositions des accords visés, un groupe spécial pouvait choisir l'ordre d'analyse qu'il jugeait approprié, à moins que l'ordre choisi n'affecte le résultat sur le fond au regard des dispositions en cause. Dans l'ensemble, les États-Unis étaient satisfaits du résultat de ce différend et s'attendaient à ce qu'il permette d'apporter une solution à cette question. Ils déploraient toutefois que, dans son rapport, la section ait traité certaines des allégations de l'Indonésie alors même qu'elle les avait rejetées. Ils reconnaissaient que le rapport apparaissait comme plus court que d'autres, mais malgré cela, il portait sur des questions qu'il n'était pas nécessaire d'aborder pour régler le différend parce que ces allégations ne pouvaient pas modifier les recommandations de l'ORD.

5.5. Conformément à l'article 3:3 du Mémoire d'accord, le but du système de règlement des différends de l'OMC était "d'arriver à une solution positive [du] différend". L'article 3:3 disposait que "[l]e règlement rapide de toute situation [de réduction d'avantages] [était] indispensable" et l'article 3:7 disposait qu'"[e]n formulant ses recommandations ou en statuant sur la question, l'ORD viser[ait] à la régler de manière satisfaisante". Pour contribuer à la réalisation de ces objectifs, les articles 7:1, 11 et 19 du Mémoire d'accord définissaient la fonction essentielle des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel. Leur tâche consistait à faire des constatations propres à aider l'ORD à recommander au Membre défendeur de mettre toutes mesures contestées incompatibles avec les règles de l'OMC en conformité avec les dispositions pertinentes des accords visés. Sur ces bases, l'Organe d'appel s'était, dans le passé, abstenu d'interpréter des dispositions des accords visés lorsque cela n'était "pas nécessaire pour résoudre [le] différend".<sup>4</sup> C'était le cas lorsque l'obligation du Membre défendeur relative à la mise en conformité ne changerait pas, que l'Organe d'appel "confirm[e] ou infirm[e] la constatation du Groupe spécial" sur la question.<sup>5</sup>

5.6. En pareil cas, l'Organe d'appel avait "traité" les questions soulevées par une allégation, au sens de l'article 17:6 du Mémoire d'accord, en expliquant que l'allégation ne pouvait pas avoir d'effet sur les recommandations et décisions de l'ORD et en s'abstenant, pour cette raison, de formuler des constatations de fond la concernant. Comme les États-Unis l'avaient expliqué dans leur communication et à l'audience d'appel, et comme plusieurs autres Membres en étaient convenus, après avoir constaté que l'article XI:1 continuait de s'appliquer aux produits agricoles et avoir confirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles chacune des mesures contestées était incompatible avec cette disposition, la section aurait pu, et aurait dû, s'abstenir de traiter au fond les allégations restantes de l'Indonésie. Aucune des autres allégations de l'Indonésie n'aurait été susceptible de modifier les recommandations et décisions de l'ORD. Rien dans le rapport ne donnait à penser que la section n'admettait pas que tel était le cas. D'ailleurs, s'agissant des allégations de l'Indonésie au titre de l'article XI:2 c) et de l'article XX du GATT de 1994, il avait été reconnu dans le rapport que les traiter au fond n'aurait pas pu avoir d'effet sur

<sup>4</sup> "États-Unis – Coton Upland" (Organe d'appel), paragraphes 510, 511, 747; voir aussi "Inde – Cellules solaires" (Organe d'appel), paragraphes 5.156 à 5.163.

<sup>5</sup> "États-Unis – Coton Upland" (Organe d'appel), paragraphe 510.

les recommandations et décisions concernant ce différend.<sup>6</sup> De plus, concernant la charge de la preuve au titre de l'article 4:2, même si le rapport indiquait que la question était "étroitement liée" à l'argument de l'Indonésie concernant l'application de l'article 21:1 de l'Accord sur l'agriculture<sup>7</sup>, il avait rejeté dans sa totalité l'argument de l'Indonésie selon lequel l'article XI:1 du GATT de 1994 et l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture pouvaient être en conflit avant même que soit abordée la question de la charge de la preuve.<sup>8</sup> Néanmoins, les trois allégations avaient été traitées au fond dans le rapport. Ainsi, même pour ce qui était de l'allégation de l'Indonésie au titre de l'article XX, alors que l'argument des États-Unis selon lequel il n'était pas nécessaire de l'examiner avait été expressément approuvé dans le rapport<sup>9</sup>, la section avait néanmoins examiné assez longuement le critère juridique prévu par l'article XX et avait ensuite, sans analyse ni autre explication, déclaré que les constatations du Groupe spécial étaient sans fondement et sans effet juridique.<sup>10</sup> Les États-Unis étaient préoccupés par l'approche adoptée dans ce rapport. Examiner au fond des allégations alors que ce n'était pas nécessaire pour régler le différend opposant les parties non seulement puisait inutilement dans les ressources limitées de l'Organe d'appel, mais était également incompatible avec le rôle du système de règlement des différends tel que le Mémoire d'accord le définissait. S'agissant de l'adoption des rapports, les États-Unis ont de nouveau fait part d'une importante préoccupation systémique concernant la participation aux procédures d'appel d'un membre de l'Organe d'appel dont le mandat avait pris fin. Comme ils l'avaient expliqué à la réunion de septembre de l'ORD dans le contexte du différend "UE – Alcools gras", le mandat de M. Ricardo Ramírez Hernández avait pris fin le 30 juin 2017. L'ORD n'avait pris aucune disposition en vue de lui permettre de continuer à exercer ses fonctions de membre de l'Organe d'appel, et, par conséquent, il n'était plus membre de l'Organe d'appel à la date de la distribution du rapport à l'examen. Les États-Unis estimaient par conséquent que les conséquences pour ce rapport étaient les mêmes que pour celui qui concernait le différend "Alcools gras", autrement dit, le rapport n'avait pas été établi conformément aux prescriptions de l'article 17 du Mémoire d'accord et ne pouvait donc pas être un "rapport de l'Organe d'appel" faisant l'objet des procédures d'adoption prévues à l'article 17:14 du Mémoire d'accord.

5.7. Les États-Unis étaient favorables à l'adoption des "rapports" du Groupe spécial et de la section dans ce différend, et comprenaient les autres parties au différend l'étaient aussi. L'article 3:7 du Mémoire d'accord disposait clairement que "[l]e but du mécanisme de règlement des différends [était] d'arriver à une solution positive des différends". Par conséquent, comme les parties jugeaient que l'adoption de ces rapports les aiderait à atteindre ce but, les États-Unis invitaient les autres Membres à s'associer à un consensus visant à l'adoption des rapports soumis pour adoption ce jour-là, à savoir les rapports reproduits sous les cotes WT/DS477/AB/R-WT/DS478/AB/R et les rapports du Groupe spécial reproduits sous les cotes WT/DS477/R-WT/DS478/R, tels que modifiés par les premiers rapports.

5.8. La représentante de l'Indonésie a dit que l'appel interjeté par son pays dans le cadre de ce différend, soumis par la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, avait soulevé les questions suivantes, qui revêtaient une importance fondamentale pour l'interprétation des accords visés: i) la question de savoir si un ordre d'analyse obligatoire existait entre l'article XI:1 du GATT de 1994 et l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture; ii) la question de savoir à quelle partie incombait la charge de la preuve concernant le deuxième élément de la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture; iii) l'ordre d'analyse approprié que les groupes spéciaux devaient suivre quand ils évaluaient des moyens de défense au titre de l'article XX du GATT de 1994; et iv) dans le contexte du motif d'appel invoqué par l'Indonésie à titre subsidiaire, la question de savoir si les Membres de l'OMC pouvaient toujours avoir recours à l'article XI:2 c) du GATT de 1994 pour exclure des restrictions quantitatives visant des produits agricoles du champ d'application de l'article XI:1 du GATT de 1994. Ces questions revêtaient une importance fondamentale non seulement pour l'Indonésie, mais également pour de nombreux autres Membres de l'OMC, et notamment les pays en développement. L'Indonésie avait présenté des arguments juridiques probants pour étayer sa position devant l'Organe d'appel. Malheureusement, et elle le déplorait, l'Organe d'appel n'avait pas admis ses arguments dans ce différend. Elle était, bien sûr, déçue des raisonnements et constatations de l'Organe d'appel. Néanmoins, elle acceptait le résultat établi par le rapport de l'Organe d'appel. Et en dépit de ce résultat, elle tenait à dire

<sup>6</sup> Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 5.63, 5.102 et 5.103.

<sup>7</sup> Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 5.37.

<sup>8</sup> Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 5.13 à 5.18.

<sup>9</sup> Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 5.102 et 5.103.

<sup>10</sup> Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 5.91 à 5.101, 5.103.



qu'elle était malgré tout satisfaite du soin avec lequel l'Organe d'appel avait pris en considération et examiné chacun des arguments qu'elle avait avancés dans ses communications écrites et au cours de l'audience. Cette prise en considération transparaissait pleinement dans les rapports de l'Organe d'appel distribués à tous les Membres. L'Indonésie était par conséquent favorable à l'adoption de ceux-ci, par consensus négatif, conformément aux articles 16:4 et 17:14 du Mémoire d'accord. Étant donné que ce différend portait sur des mesures d'une importance cruciale pour les citoyens indonésiens dans leur vie quotidienne, la mise en œuvre des modifications à apporter aux mesures contestées qui avaient été jugées incompatibles par l'Organe d'appel, et le Groupe spécial le cas échéant, demanderait à l'Indonésie beaucoup d'efforts et de temps. Pour conclure, l'Indonésie souhaitait indiquer qu'elle reconnaissait les obligations qui lui incombaient dans le cadre de l'OMC et comptait bien avoir des discussions constructives avec la Nouvelle-Zélande et les États-Unis au sujet des étapes suivantes de ce processus complexe.

5.9. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que, concernant les questions de procédure qui avaient été soulevées, son pays était d'accord avec l'Indonésie et considérait que les rapports établis dans le cadre des affaires DS477 et DS478 étaient des rapports de l'Organe d'appel, et que leur adoption relevait par conséquent du processus ordinaire d'adoption par consensus négatif énoncé à l'article 17:14 du Mémoire d'accord. Comme la Nouvelle-Zélande l'avait dit à plusieurs reprises devant l'ORD, bien qu'elle soit disposée à discuter des préoccupations évoquées au sujet de la règle 15 des Procédures de travail pour l'examen en appel, le résultat de telles discussions ne pourrait s'appliquer que sur une base prospective.

5.10. Le représentant du Canada a dit que son pays avait pris note de la déclaration des États-Unis et souhaitait prendre brièvement la parole à ce sujet. Le Canada désapprouvait toute suggestion selon laquelle la participation de M. Ramírez à cet appel portait atteinte à la règle du consensus inverse prévue à l'article 17:14 du Mémoire d'accord. Comme l'Indonésie et la Nouvelle-Zélande, le Canada estimait que la règle du consensus inverse s'appliquait dans cette affaire.

5.11. La représentante de l'Australie a dit que, en tant que tierce partie à ces différends, son pays accueillait favorablement les rapports de l'Organe d'appel et appuyait l'adoption des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel par les Membres à la réunion en cours, de la manière habituelle, par consensus négatif. Les mesures en cause dans ces différends incluaient une série de prohibitions et de restrictions imposées par l'Indonésie sur les importations d'animaux, de produits d'origine animale et de produits horticoles, telles que des interdictions d'importer quand les produits nationaux étaient jugés "suffisants", ou les périodes de validité des licences et des créneaux de présentation des demandes limités, empêchant des arrangements contractuels à long terme. De telles mesures avaient manifestement des répercussions négatives sur le commerce. L'Organe d'appel s'était prononcé sans ambiguïté et de manière globale en faveur des coplaignants et avait confirmé que l'Indonésie manquait à ses obligations dans le cadre de l'OMC en ce qui concernait la totalité des 18 mesures en cause. Par conséquent, il était maintenant temps que l'Indonésie mette ces mesures en conformité.

5.12. Le représentant du Brésil a dit que son pays avait pris part à ces différends en qualité de tierce partie et qu'il se félicitait des conclusions que le Groupe spécial et l'Organe d'appel avaient rendues. Le Groupe spécial avait constaté, et l'Organe d'appel avait confirmé, que les 18 mesures de l'Indonésie qui avaient été mises en cause par les coplaignants étaient toutes des prohibitions à l'importation ou des restrictions ayant un effet limitatif sur l'importation, et étaient donc incompatibles avec l'article XI:1 du GATT de 1994. Certaines des mesures affectaient également les exportations de produits brésiliens. Le fait que la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et le Brésil, dans une affaire distincte (DS484), aient dû soumettre des différends pour contester les nombreuses restrictions au commerce imposées par l'Indonésie témoignait, en soi, du degré de fermeture, voire parfois d'impénétrabilité, du marché indonésien. Le principe d'autosuffisance, que l'Indonésie avait invoqué en partie, ne pouvait tenir lieu de chèque en blanc, et servir à isoler le marché indonésien des importations.

5.13. S'agissant de la question procédurale soulevée par les États-Unis, le Brésil prenait note des vues de ces derniers sur cette question. Il estimait que la participation de M. Ramírez aux procédures d'appel en question était rigoureusement conforme à la règle 15 des Procédures de travail pour l'examen en appel, qui avaient été en vigueur depuis 1996, sans que les Membres de l'OMC n'aient formulé d'objections, et continuaient de l'être. De plus, au paragraphe 1.17 de son rapport, l'Organe d'appel avait précisé que les participants et participants tiers avaient été

informés que M. Ramírez allait être autorisé à achever l'examen de l'appel, même si son mandat devait arriver à expiration avant l'achèvement de la procédure d'appel. Il n'y avait rien dans le dossier du différend qui indiquait que les États-Unis s'étaient opposés à cela devant l'Organe d'appel au cours des procédures relatives à ces différends. Le fait que le rapport avait été distribué après la fin du mandat de M. Ramírez ne prêtait nullement à conséquence, compte tenu de l'application rigoureuse de la règle existante. Si les Membres devaient décider d'examiner la situation posée par les États-Unis, et qu'ils parvenaient à un résultat consensuel, ce résultat ne pourrait s'appliquer que de manière prospective. Le Brésil considérait que permettre que des interprétations erronées du droit remettent en cause la règle fondamentale du consensus négatif pour l'adoption des rapports devrait être un signal d'alarme pour tous les Membres. Il comprenait donc qu'il n'y avait rien dans le scénario actuel qui permettait de déroger à la règle du consensus "négatif" établie à l'article 17:14 du Mémoire d'accord, en vertu de laquelle les rapports d'appel concernant ces différends devraient être adoptés.

5.14. Le représentant du Taipei chinois a dit que, en sa qualité de tierce partie à ces différends, sa délégation était également en faveur de l'adoption des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel. S'agissant de la question soulevée par les États-Unis, le Taipei chinois avait quelques observations à formuler. Premièrement, à sa connaissance en sa qualité de participant tiers à l'appel, aucune des parties ou des tierces parties n'avaient jamais évoqué la question de la règle 15 au cours de l'appel. Le mandat de M. Ramírez avait pris fin le 30 juin 2017, l'audience s'était tenue les 28 et 29 août 2017, et le rapport avait été publié ultérieurement. À cet égard, les parties qui auraient souhaité contester la qualité pour agir de M. Ramírez auraient eu amplement l'occasion de le faire. Le Taipei chinois était d'avis que l'Organe d'appel était beaucoup mieux placé que l'ORD pour examiner cette question. La structure institutionnelle de l'Organe d'appel lui permettait d'étudier en détail les arguments juridiques, s'il y en avait. En outre, en soulevant cette question au cours de l'appel, les parties pouvaient très bien éviter complètement la violation alléguée. L'ORD ne pouvait, tout au plus, qu'offrir des solutions a posteriori.

5.15. Deuxièmement, le Taipei chinois comprenait que tous les Membres avaient le droit d'exprimer leurs vues sur un rapport de l'Organe d'appel au titre de l'article 17:14 du Mémoire d'accord. Par ailleurs, si les Membres demandaient à l'ORD de trancher la question de savoir si un rapport de l'Organe d'appel avait ou non été préparé conformément aux règles pertinentes du Mémoire d'accord, à supposer pour les besoins de l'argumentation que l'ORD ait bien la compétence voulue pour rendre une telle décision, alors, conformément à l'article 2:4 du Mémoire d'accord, cette décision devrait être prise par consensus positif. De plus, le Membre demandeur devrait se conformer au Règlement intérieur des réunions de l'ORD, ce qui signifiait, par exemple, qu'il serait nécessaire d'inscrire un point à l'ordre du jour de l'ORD en temps voulu. Pour finir, le Taipei chinois a souligné que la règle du "consensus négatif" était un élément essentiel du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Pour de nombreux petits et moyens Membres, c'était souvent sur cette base que reposait la confiance qu'ils accordaient au système. Le Taipei chinois exhortait par conséquent les Membres à faire particulièrement preuve de prudence au moment d'adopter une ligne de conduite, et à s'efforcer d'éviter tout risque d'ébranler les fondations. Il pensait qu'une proposition constructive devrait, tout du moins dans une certaine mesure, attirer des sympathies, et non susciter des préoccupations.

5.16. Le représentant de la Chine a dit que son pays, en sa qualité de tierce partie à ces différends, accueillait favorablement l'adoption des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire "Indonésie – Importation de produits horticoles". La Chine a pris note des questions procédurales soulevées par les États-Unis. La règle 15 des Procédures de travail pour l'examen en appel était ainsi libellée: "Une personne qui cesse d'être membre de l'Organe d'appel pourra, avec l'autorisation de l'Organe d'appel et après notification à l'ORD, achever l'examen de tout appel auquel elle aura été affectée alors qu'elle était membre, et cette personne sera réputée, à cette fin uniquement, être encore membre de l'Organe d'appel". Elle estimait que, comme elle l'avait dit à la réunion de l'ORD du 23 octobre 2016, la participation de M. Ramírez à ce différend était compatible avec la règle 15 des Procédures de travail pour l'examen en appel.

5.17. Le représentant de l'Union européenne a dit que sa délégation avait pris note du fait que le Mémoire d'accord ôtait à tout Membre de l'OMC le droit de bloquer l'adoption de rapports des groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel. Il s'agissait d'une caractéristique essentielle du Mémoire d'accord, et d'une différence majeure avec le mécanisme de règlement des différends qui était en vigueur dans le cadre du GATT de 1947. L'article 17:14 du Mémoire d'accord l'établissait clairement: "[u]n rapport de l'Organe d'appel sera adopté par l'ORD et

accepté sans conditions par les parties au différend, à moins que l'ORD ne décide par consensus de ne pas adopter le rapport de l'Organe d'appel [...]". L'UE comprenait qu'aucune objection formelle n'avait été formulée à la réunion en cours concernant l'adoption des rapports de l'Organe d'appel. Mais quoi qu'il en soit, elle souhaitait souligner le fait que les rapports du Groupe spécial comme ceux de l'Organe d'appel seraient en tout état de cause "adoptés par l'ORD" au sens des articles 16:4 et 17:14 du Mémoire d'accord. L'UE a rappelé que ces dispositions étaient sans préjudice du droit des Membres d'exprimer leurs vues sur les rapports, et que de telles vues avaient été exprimées à la réunion en cours. Toutefois, s'il y avait bien un droit d'exprimer des vues, il n'y avait pas de droit de veto, et toutes théories à l'appui d'un tel droit étaient dénuées de fondement.

5.18. Le représentant du Mexique a dit que les procédures de travail de l'Organe d'appel prévoyaient la pratique en vertu de laquelle une personne dont le mandat de membre de l'Organe d'appel prenait fin pouvait achever l'examen de tout appel auquel elle avait été affectée alors qu'elle en était membre. Cette procédure était courante dans d'autres juridictions où les arbitres avaient des mandats à durée déterminée (c'est-à-dire d'autres instances internationales et les procédures internes de certains Membres). À cet égard, l'article 17:9 du Mémoire d'accord disposait que l'Organe d'appel, en consultation avec le Directeur général et le Président de l'ORD, élaborerait des procédures de travail qui seraient communiquées aux Membres. La règle contenue dans les procédures de travail de l'Organe d'appel avait été mise en place conformément à cette disposition et à la pratique de longue date de l'OMC. Les membres de l'Organe d'appel avaient achevé l'examen de 14 appels après l'expiration de leur mandat. Pour conclure, la pratique de l'Organe d'appel ne devrait pas être considérée comme irrégulière, nouvelle ou infondée. Elle avait cours depuis plus de 20 ans, sans qu'aucun Membre ne s'y soit opposé. Le Mexique souscrivait par conséquent aux vues précédemment exprimées par d'autres délégations selon lesquelles la situation de M. Ramírez était conforme aux dispositions de l'OMC et selon lesquelles ces rapports devraient être considérés comme des rapports de l'Organe d'appel et être adoptés par consensus négatif. Il se félicitait de l'adoption des rapports.

5.19. Le représentant du Guatemala a dit que son pays prenait note des vues exprimées par les États-Unis, mais qu'il n'était toutefois pas prêt à accepter que la détermination unilatérale d'un Membre de l'OMC concernant le statut d'un rapport de l'Organe d'appel puisse entraîner une modification de la façon dont les rapports étaient adoptés. Les rapports de l'Organe d'appel à l'examen devraient être adoptés sans conditions de conformité, comme l'établissait l'article 17:14 du Mémoire d'accord.

5.20. Le représentant de la Colombie a dit que son pays prenait note des vues qui avaient été exprimées concernant ces différends. La Colombie n'était pas tierce partie à ces différends, mais elle a fait remarquer que les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel avaient été présentés de la même façon que par le passé. À cet égard, elle comprenait que l'Organe d'appel n'avait pas agi de manière inappropriée. Il avait agi conformément au Mémoire d'accord et à la règle 15 des Procédures de travail pour l'examen en appel.

5.21. Le représentant la Turquie a dit que son pays, comme d'autres Membres, pensait que les rapports de l'Organe d'appel, visés au point 5 de l'ordre du jour, devraient être adoptés par consensus négatif.

5.22. L'ORD a pris note des déclarations.

5.23. L'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel reproduit sous la cote WT/DS477/AB/R et Add.1, et le rapport du Groupe spécial reproduit sous la cote WT/DS477/R, Add.1 et WT/DS477/R/Corr.1, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

5.24. L'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel reproduit sous la cote WT/DS478/AB/R et Add.1, et le rapport du Groupe spécial reproduit sous la cote WT/DS478/R, Add.1 et WT/DS478/R/Corr.1, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

## **6 LISTE INDICATIVE DE PERSONNES AYANT OU NON DES ATTACHES AVEC DES ADMINISTRATIONS NATIONALES APPELÉES À FAIRE PARTIE DE GROUPES SPÉCIAUX**

6.1. Le Président a appelé l'attention sur le document WT/DSB/W/608, qui contenait de nouveaux noms que l'Argentine avait proposé d'ajouter à la liste indicative des personnes ayant ou non des attaches avec les administrations nationales appelées à faire partie des groupes spéciaux, conformément à l'article 8:4 du Mémoire d'accord. Il a proposé que l'ORD approuve les noms figurant dans le document WT/DSB/W/608.

6.2. L'ORD en est ainsi convenu.

## **7 QUESTIONS RELATIVES À L'ORGANE D'APPEL**

### **A. Déclaration du Président**

**B. Désignation des membres de l'Organe d'appel: proposition présentée par l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, El Salvador, l'Équateur, la Fédération de Russie, le Guatemala, le Honduras, Hong Kong, Chine, le Mexique, le Nicaragua, la Norvège, le Pakistan, le Pérou, Singapour, la Suisse, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, la Turquie, l'Union européenne, l'Uruguay et le Viet Nam (WT/DSB/W/609)**

7.1. Le Président a proposé que les deux éléments de ce point de l'ordre du jour soient examinés ensemble. Premièrement, il ferait une brève déclaration afin de donner aux délégations des renseignements actualisés au sujet des consultations informelles en cours concernant les questions relatives à l'Organe d'appel. Il inviterait ensuite le Mexique à présenter la proposition contenue dans le document WT/DSB/W/609, après quoi il donnerait la parole aux autres délégations.

7.2. S'agissant du premier élément concernant les questions relatives à l'Organe d'appel, le Président a dit que, comme il l'avait indiqué à la réunion de l'ORD du 23 octobre 2017, les consultations informelles concernant les questions relatives à l'Organe d'appel s'étaient poursuivies afin de trouver un moyen de sortir de l'impasse actuelle. Ces consultations se tenaient à différents niveaux, à la fois politique et technique. Il semblait qu'un climat de confiance mutuelle devait encore être établi entre les principaux Membres. Aussi, comme il l'avait déclaré à plusieurs reprises, les Membres avaient besoin d'idées concrètes susceptibles d'offrir une solution viable aux questions auxquelles l'ORD était confronté. À cet égard, le Président a pris note des discussions techniques informelles et préliminaires qui se tenaient à titre volontaire. Il exhortait tous les Membres à poursuivre leurs discussions dans un esprit positif.

7.3. S'agissant du second élément, le Président a appelé l'attention sur la proposition contenue dans le document WT/DSB/W/609 et invité le représentant du Mexique à introduire la proposition présentée au nom de tous les proposants.

7.4. Le représentant du Mexique a dit que l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, El Salvador, la Fédération de Russie, le Guatemala, le Honduras, Hong Kong, Chine, le Mexique, le Nicaragua, la Norvège, le Pakistan, le Pérou, Singapour, la Suisse, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, la Turquie, l'Union européenne, l'Uruguay et le Viet Nam étaient convenus de présenter une proposition conjointe visant à lancer les processus de sélection. Le Mexique souhaitait également annoncer que la Corée avait fait part de son intention de se joindre aux coauteurs de la proposition. Il a dit, au nom des 52 proposants, que la proposition conjointe traduisait la préoccupation grandissante de nombreux Membres face à la situation actuelle, qui avait de sérieuses répercussions sur le fonctionnement de l'Organe d'appel et du système de règlement des différends de manière plus générale, au détriment de l'OMC et des intérêts véritables de ses Membres. Il incombait aux Membres de l'OMC de sauvegarder et de préserver l'Organe d'appel, le système de règlement des différends et le système commercial multilatéral. Les Membres ne pouvaient pas rester passifs dans les circonstances actuelles. C'était la septième fois consécutive qu'un projet de proposition sur les procédures à suivre pour mener le processus de sélection de nouveaux membres de l'Organe d'appel était présenté à l'ORD. Ce projet visait à pourvoir les deux postes qui étaient vacants ainsi que le poste qui le deviendrait d'ici quelques semaines. La proposition était composée des quatre éléments suivants: i) lancer trois processus de sélection: le premier afin de remplacer

M. Ricardo Ramírez-Hernández – dont le second mandat avait pris fin le 30 juin 2017, le second afin de pourvoir le poste laissé vacant par la démission de M. Hyun Chong Kim, qui avait pris effet à partir du 1<sup>er</sup> août 2017, et le troisième afin de remplacer M. Peter Van den Bossche – dont le deuxième mandat prendrait fin le 11 décembre 2017; ii) établir un comité de sélection; iii) fixer au 22 décembre 2017 la date limite pour la présentation des candidatures; et iv) demander au comité de sélection de faire sa recommandation au plus tard à la réunion ordinaire de l'ORD de mars 2018. Les proposants étaient ouverts en ce qui concernait la fixation des dates limites pour le processus de sélection. Le Mexique exhortait tous les Membres à appuyer cette proposition. Dans le cas contraire, ils risquaient de faire face à une crise qui serait lourde de conséquences en 2018.

7.5. Le représentant de l'Union européenne a dit que sa délégation renvoyait aux déclarations qu'elle avait faites sur cette question à de précédentes réunions de l'ORD, dès février 2017. L'UE déplorait vivement que l'ORD ait été incapable au cours des mois précédents de lancer les processus de sélection des nouveaux membres de l'Organe d'appel. La gravité et le caractère urgent de la situation ne faisaient que s'accroître au fil des mois. En fait, la réunion en cours était la dernière réunion de l'ORD qui se tiendrait avant qu'un troisième poste ne devienne vacant à l'Organe d'appel, quand le second mandat de M. Peter Van den Bossche prendrait fin le 11 décembre 2017. La prochaine fois que l'ORD tiendrait une réunion, l'Organe d'appel ne compterait plus que quatre membres. Les Membres de l'OMC avaient la responsabilité commune de régler cette question dans les plus brefs délais. L'UE a renvoyé à la proposition qu'elle-même et 22 autres Membres avaient présentée concernant les questions relatives à l'Organe d'appel (WT/DSB/W/609). Elle a remercié tous les coauteurs de la proposition et invité tous les autres Membres à l'approuver, de manière à ce que de nouveaux membres puissent être désignés dès que possible.

7.6. Le représentant des États-Unis a dit que son pays remerciait le Président pour les travaux qu'il poursuivait concernant ces questions. Les États-Unis n'étaient pas en mesure d'appuyer le projet de décision. M. Ramírez continuait de participer à une procédure d'appel en dépit du fait qu'il avait cessé d'être membre de l'Organe d'appel près de cinq mois auparavant. Les États-Unis estimaient ne pas pouvoir examiner une décision visant à lancer un processus de sélection quand la personne à remplacer continuait de participer à des procédures d'appel et à rendre des décisions après l'expiration de son mandat. Comme il avait été souligné à de précédentes réunions de l'ORD, conformément au Mémoire d'accord, l'ORD avait le pouvoir de décider si une personne dont le mandat était arrivé à expiration devrait continuer à participer à des procédures d'appel. Les États-Unis estimaient que les Membres devaient d'abord examiner et régler cette question avant de se pencher sur la question du remplacement de cette personne. Comme ils l'avaient également souligné dans le passé, les États-Unis seraient heureux que M. Ramírez continue de participer à la procédure d'appel restante à laquelle il avait été affecté avant le 30 juin 2017. En fait, ils ne considéraient pas qu'un quelconque Membre s'opposait à ce qu'il participe à cet appel. Dans ces circonstances, il ne devrait pas être difficile pour l'ORD de s'acquitter de la tâche qui lui incombait de rendre une décision appropriée. Les États-Unis avaient continué d'organiser des réunions afin de discuter de cette question de manière informelle avec un certain nombre de délégations. Cette activité de sensibilisation s'était révélée productive, en ce sens que les États-Unis pensaient avoir appris qu'il était généralement reconnu que l'ORD avait le pouvoir de définir la durée du mandat d'un membre de l'Organe d'appel au titre de l'article 17:2 du Mémoire d'accord. Il s'ensuivait qu'il incombait à l'ORD de décider qu'une personne devait continuer de participer aux procédures d'appel après la fin de ce mandat. Les États-Unis avaient également entendu plusieurs délégations admettre que la règle 15 des Procédures de travail pour l'examen en appel soulevait des questions de droit complexes que l'ORD devrait examiner. Dans le cadre de ce dialogue, ils n'avaient pas entendu de délégations nier l'importance de la question qu'ils avaient portée à l'attention de l'ORD. Au contraire, ils avaient entendu des délégations dire qu'elles étaient disposées à travailler ensemble sur cette question afin de trouver un moyen d'aller de l'avant. Les États-Unis poursuivraient par conséquent de leurs efforts et leurs discussions avec les Membres et le Président afin de rechercher une solution à cette importante question.

7.7. Le représentant du Canada a dit que son pays déplorait vivement que l'ORD n'ait pas été en mesure de s'acquitter de l'obligation juridique qui lui incombait au titre de l'article 17:2 du Mémoire d'accord de désigner des membres de l'Organe d'appel à mesure que des postes devenaient vacants. Le Canada convenait qu'il était temps d'engager un ou plusieurs processus afin de choisir de nouveaux membres de l'Organe d'appel pour les deux postes déjà vacants et le troisième qui le deviendrait en décembre 2017. Il estimait qu'il était dans l'intérêt de tous les

Membres de préserver et d'entretenir le mécanisme de règlement des différends impartial et efficace de l'OMC, dont l'Organe d'appel était un élément essentiel. Ce mécanisme était un élément central du système commercial multilatéral fondé sur des règles solides, qui avait apporté sécurité et prévisibilité depuis sa création. Pour conserver sa solidité, le système – et le mécanisme de règlement des différends en particulier – avait besoin du soutien sans faille de chaque Membre. Un système moins prévisible n'apporterait pas plus de prospérité à tous les Membres, et il n'y avait aucune garantie qu'un système moins prévisible apporte plus de prospérité à quiconque. À l'instar d'autres Membres, le Canada était déçu que les États-Unis aient établi un lien entre le lancement des processus de sélection des membres de l'Organe d'appel et la réponse à certaines préoccupations d'ordre procédural dont ils avaient fait part à l'ORD. Le Canada demeurait toutefois prêt à travailler avec d'autres Membres intéressés – y compris les États-Unis – afin de trouver une manière de répondre à ces préoccupations, de sorte que les processus de sélection puisse commencer et s'achever aussitôt que possible.

7.8. La représentante de la Norvège a dit que son pays était l'un des coauteurs de la proposition contenue dans le document WT/DSB/W/609 et qu'il souhaitait s'associer à la déclaration du Mexique. Assurer le bon fonctionnement du système de règlement des différends et de l'Organe d'appel restait au cœur des priorités de la Norvège. Celle-ci ne pensait pas qu'il fallait établir un lien entre les questions procédurales et le processus visant à pourvoir les postes vacants à l'Organe d'appel. Les postes devaient être pourvus dès qu'ils devenaient vacants. La Norvège était toute disposée à discuter des questions systémiques, mais cette discussion devait être distincte du processus visant à pourvoir les postes vacants à l'Organe d'appel. La Norvège exhortait une fois encore tous les Membres à faire preuve de souplesse sur cette question afin de sortir de l'impasse dans laquelle l'ORD se trouvait, dans l'intérêt du système commercial multilatéral et de tous ses Membres, de manière à éviter que le pilier du règlement des différends ne traverse une crise grave.

7.9. Le représentant de la Corée a dit que son pays souhaitait reprendre à son compte la déclaration que le Mexique avait faite au nom du groupe des proposants. Comme ce dernier l'avait déjà souligné, la Corée avait décidé d'appuyer la proposition conjointe à titre de coauteur. S'agissant de la question soulevée par les États-Unis concernant la règle 15 des Procédures de travail pour l'examen en appel, elle se tenait prête à participer aux discussions de bonne foi. Elle soulignait toutefois qu'il convenait d'engager le processus de sélection de manière indépendante, sans le lier aux discussions relatives à la règle 15. À cet égard, elle déplorait que l'ORD ne soit pas parvenu à un consensus à la réunion en cours. Toutefois, elle continuait d'espérer qu'un consensus serait bientôt trouvé, sur la base de cette proposition, de manière à ce que l'ORD puisse prendre la décision de lancer immédiatement le processus de sélection.

7.10. Le représentant du Chili a dit que son pays était préoccupé par la situation actuelle concernant les processus de sélection des membres de l'Organe d'appel. En outre, on avait établi un lien entre cette question et d'autres, qui devraient être examinées pour elles-mêmes et ne devraient pas interférer avec le lancement des processus de sélection des membres de l'Organe d'appel. Le Chili a souligné qu'il était l'un des coauteurs de la proposition que le Mexique avait présentée.

7.11. Le représentant du Chili, prenant la parole au nom des pays du GRULAC, a dit que, premièrement, les pays en question reconnaissaient les efforts que le Président avait déployés afin de trouver une solution à l'impasse concernant le lancement du processus de sélection des membres de l'Organe d'appel, y compris les consultations qu'il avait tenues, lesquelles avaient donné aux Membres l'occasion d'exprimer leurs vues sur cette question. Deuxièmement, le Chili a exprimé ses vives préoccupations au sujet de la situation actuelle, qui entravait le bon fonctionnement d'un organe central de l'OMC. Si le problème devait persister, cela pourrait pratiquement paralyser l'Organe d'appel et gêner le règlement des différends. Du fait du retard pris dans le lancement du processus de sélection, il y avait maintenant deux postes vacants à l'Organe d'appel. Troisièmement, la situation actuelle avait soulevé des préoccupations d'ordre systémique majeures. Elle risquait de nuire à la crédibilité et à l'image de l'OMC, compte tenu en particulier de la situation internationale complexe qui aurait des répercussions négatives sur le système commercial multilatéral. Quatrièmement, le Chili prenait note des préoccupations qui avaient été soulevées concernant le fonctionnement du système de règlement des différends et le processus de prise de décision. Ces préoccupations empêchaient les Membres de s'acquitter de la fonction juridique qui leur incombait de pourvoir les postes actuellement vacants à l'Organe d'appel ainsi que celui qui allait le devenir. Rien ne devait faire obstacle au fonctionnement du

système de règlement des différends, pas même les préoccupations qui avaient été évoquées par certains Membres. Cinquièmement, le Chili exhortait le Membre qui s'opposait à l'engagement du processus de sélection à reconsidérer sa position. Le blocage était sérieux et il ne convenait pas de l'associer à une question distincte, qui devait être examinée pour elle-même. Les Membres devaient régler la situation dès que possible afin de s'acquitter de leurs obligations juridiques. Pour finir, le Chili a demandé au Président de continuer à chercher une solution afin de sortir de l'impasse et permettre que toutes les mesures nécessaires au règlement de cette question soient prises.

7.12. Le représentant du Taipei chinois a dit que sa délégation, comme d'autres avant elle, remerciait tant le Président que le Secrétariat pour tous les efforts qu'ils avaient déployés au cours des mois précédents. Le Taipei chinois était profondément déçu de voir que les Membres étaient toujours incapables de sortir de cette impasse prolongée. Il a souligné que la crédibilité de l'Organe d'appel était essentielle à l'impartialité, à l'intégrité et aux valeurs fondamentales du système commercial multilatéral. L'Organe d'appel se prononçait sur les différends en dernier ressort. Il était le garant d'un système fondé sur des règles, plutôt que sur des rapports de force, auquel tous les Membres de l'OMC pouvaient participer sur un pied d'égalité. Cela revêtait une importance particulière pour les petits et moyens Membres, parce que ceux-ci pouvaient présenter leurs plaintes devant l'organe juridictionnel s'ils croyaient qu'il était porté indûment atteinte à leurs avantages économiques. À la différence des petits Membres, les Membres les plus grands pouvaient facilement "user de leur force" s'il était porté atteinte à leurs avantages. Pour résumer, le fonctionnement défectueux du système de règlement des différends n'affectait pas autant les intérêts des grands Membres que ceux des petits Membres. De plus, à un moment où il était très difficile de faire des progrès dans le cadre de la fonction de négociation de l'OMC, l'organe quasi judiciaire de l'OMC revêtait une importance encore plus grande. Le Taipei chinois soutenait résolument le système commercial multilatéral fondé sur des règles. Il convenait avec les autres Membres que la vacance prolongée des postes à l'Organe d'appel avait déjà eu des répercussions sur l'efficacité globale du système. Selon le Taipei chinois, tous les Membres de l'OMC avaient un intérêt systémique à assurer le bon fonctionnement de l'Organe d'appel. À tout le moins, les Membres devaient s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article 17:2 du Mémorandum d'accord. Par conséquent, le Taipei chinois était heureux de l'occasion qui lui était donnée de contribuer au système en appuyant la proposition (WT/DSB/W/609). Il demandait aux Membres de lancer les processus de sélection aussitôt que possible. Compte tenu du caractère urgent de la question, il suggérait que les Membres adoptent une approche plus axée sur la recherche de solutions. Les Membres devraient garder à l'esprit les valeurs fondamentales qui se trouvaient au cœur même du système de l'OMC, plutôt que se laisser distraire par des questions procédurales mineures. À ce jour, il était indispensable de restaurer la crédibilité et l'efficacité de l'Organe d'appel, et de ne pas lui porter atteinte. Le Taipei chinois exhortait tous les Membres à se mobiliser, avec pragmatisme, afin de finalement parvenir à un consensus, dans l'intérêt de tous les Membres de l'OMC.

7.13. La représentante de la Nouvelle-Zélande a dit que son pays était préoccupé par l'impasse actuelle, et qu'il considérait que le lancement des processus de sélection devrait être une question de routine. La Nouvelle-Zélande déplorait que l'ORD n'ait pas été en mesure de le faire à la réunion en cours. Les retards dans la désignation des membres de l'Organe d'appel menaçaient le fonctionnement efficace et effectif du système de règlement des différends, et étaient susceptibles de nuire au système commercial multilatéral dans son ensemble. La Nouvelle-Zélande se félicitait du fait qu'il y ait maintenant une proposition unique visant à lancer le processus de sélection pour les trois postes vacants, et elle remerciait les délégations concernées pour le travail considérable qu'elles avaient fourni. Comme elle l'avait déclaré précédemment, elle était flexible quant à la manière dont ces processus devraient être menés et elle pourrait, bien sûr, s'associer à tout consensus au sujet de la nouvelle proposition. L'essentiel était que les Membres lancent les processus dès que possible. La Nouvelle-Zélande désapprouvait le lien établi entre le lancement du processus de sélection et d'autres questions procédurales. Elle restait toutefois disposée à participer à des discussions sur l'une ou l'autre de ces questions. Elle demandait une nouvelle fois à tous les Membres de faire preuve de souplesse et de pragmatisme, et de permettre le lancement de processus de sélection de nouveaux membres de l'Organe d'appel dès que possible.

7.14. La représentante de l'Australie a dit que son pays saluait la distribution d'une proposition unique d'un groupe de Membres en vue du lancement des processus de sélection visant à pourvoir les postes vacants à l'Organe d'appel ainsi que celui qui allait le devenir. L'Australie remerciait les proposant pour leurs efforts soutenus à cet égard. À l'instar d'autres Membres, elle aurait été



prête à s'associer à un consensus à la réunion en cours en vue du lancement des processus de sélection sur la base de la proposition conjointe. Elle déplorait que, une fois encore, l'ORD ne soit pas parvenu à réunir un tel consensus à la réunion en cours. Elle a renvoyé aux déclarations qu'elle avait faites sur cette question à de précédentes réunions de l'ORD, qu'elle ne répéterait pas. Elle restait ouverte à la tenue de discussions constructives concernant les préoccupations persistantes soulevées par des Membres dans le contexte du processus de présentation de candidats pour l'Organe d'appel. Elle espérait que d'autres Membres démontreraient également l'importance qu'ils attachaient à la fonction collective de gardien du système de règlement des différends qui incombait aux Membres, et travailleraient ensemble afin de trouver une manière mutuellement acceptable d'aller de l'avant.

7.15. Le représentant de Singapour a réitéré les graves préoccupations d'ordre systémique de son pays concernant le retard important pris dans le lancement du processus de sélection des membres de l'Organe d'appel. À la réunion de l'ORD du 23 octobre 2017, Singapour avait dit qu'elle était disposée à soutenir soit la proposition de l'UE soit celle du groupe de Membres d'Amérique latine, et qu'il pourrait être bon de travailler à l'élaboration d'un texte unique, afin que l'ORD puisse prendre la décision de lancer les processus de sélection des membres de l'Organe d'appel dès que la situation aurait été débloquée. Depuis la réunion de l'ORD du 23 octobre, les deux propositions avaient été fusionnées en un texte unique, dont Singapour était un coauteur. Compte tenu de la charge de travail et de l'importance de l'Organe d'appel, il était crucial pour le bon fonctionnement du système de règlement des différends de l'OMC que son effectif soit au complet. À cette fin, il était essentiel de pourvoir rapidement les postes vacants à l'Organe d'appel, tandis que ces questions d'ordre systémique qui avaient été soulevées pourraient être examinées dans le cadre d'un processus distinct. Singapour était prête à dialoguer de manière constructive et à travailler avec d'autres Membres, ainsi qu'avec le Président, afin de trouver une issue à cette impasse.

7.16. Le représentant de la Suisse a dit que son pays remerciait le Président pour les renseignements actualisés qu'il avait communiqués sur cette question. La Suisse réitérait les profondes inquiétudes qu'elle avait exprimées à de précédentes réunions de l'ORD au sujet des difficultés qui continuaient d'empêcher que l'Organe d'appel – composante essentielle du système commercial multilatéral – soit de nouveau au complet et pleinement opérationnel, ainsi que des conséquences préjudiciables de plus en plus importantes qui en découlaient pour le système. La Suisse accueillait favorablement la proposition désormais conjointe en vue du lancement des processus de sélection pour les trois postes vacants à l'Organe d'appel. Elle s'était par conséquent associée à celle-ci ainsi qu'à la déclaration faite par le Mexique. Elle demandait à tous les Membres, et particulièrement aux Membres principaux, de prendre pleinement part, avec un sentiment d'urgence, aux discussions de fond relatives aux questions qui avaient été soulevées afin d'identifier une manière consensuelle d'aller de l'avant. Elle était prête à contribuer à un tel processus.

7.17. Le représentant du Brésil a dit que la réunion en cours était la dernière réunion ordinaire de l'ORD de l'année 2017. Il a rappelé que la question des processus de sélection des membres de l'Organe d'appel avait été soulevée pour la première fois en février 2017. Cela signifiait que les Membres étaient incapables de satisfaire aux prescriptions de l'article 17:2 du Mémorandum d'accord depuis maintenant près d'un an. Le Brésil était heureux de voir que plus de 50 Membres appuyaient la proposition visant à lancer les processus de sélection des membres de l'Organe d'appel afin de pourvoir les trois postes vacants, mais l'impasse actuelle signifiait également que les Membres ne s'acquittaient pas de la tâche collective qui leur incombait de préserver le pilier fondamental du système commercial multilatéral fondé sur des règles. Dans le cadre du système commercial multilatéral, le droit n'avait pas comme unique fonction de régler les différends, mais également d'"instaurer un système opérationnel permettant de garantir les valeurs auxquelles nous aspirons tous". Le Brésil était persuadé que la plupart des Membres conviendraient que les valeurs représentées dans le système de règlement des différends, ainsi qu'à l'Organe d'appel, étaient les suivantes: indépendance, compétence professionnelle, efficacité, et rapports clairs et de qualité tant au stade du groupe spécial que de l'appel. Il pensait que c'était à l'aune de ce critère axiologique que les Membres devaient évaluer le fonctionnement du système de règlement des différends et de l'Organe d'appel, ainsi que toutes propositions d'amélioration ou de modifications y relatives. Bien que le Membre qui souhaitait proposer des modifications des Procédures de travail pour l'examen en appel n'ait communiqué que peu de renseignements, le Brésil était disposé à discuter de nouvelles idées et à travailler à des améliorations susceptibles de profiter à tous les Membres. Toutefois, ces modifications, quelles qu'elles soient, devaient garantir les éléments

essentiels qu'étaient l'indépendance et le bon fonctionnement du système de règlement des différends. Cela signifiait que toute proposition de modification du Mémoire d'accord ou des Procédures de travail de l'Organe d'appel, aussi souhaitable soit-elle dans l'optique de l'amélioration du système et de son adaptation aux faits nouveaux survenus dans l'environnement juridique et économique de l'OMC, devrait être évaluée et analysée au regard des valeurs auxquelles le Brésil venait de faire référence. Il s'agissait toutefois d'une entreprise difficile. Le Brésil se demandait quelle valeur se dégageait des efforts déployés visant à modifier la règle 15 des Procédures de travail pour l'examen en appel si cette modification devait finalement aboutir au blocage et à la paralysie de l'Organe d'appel. Dans un ordre juridique horizontal, tel que le droit commercial international, la tâche qui consistait à établir un but et des valeurs semblait être ardue et demander beaucoup de travail. Les Membres ne pouvaient toutefois pas commencer à procéder à des travaux de révision sans disposer d'un aperçu du cadre final et sans savoir par avance quels seraient la vision et le résultat définitif. Si les Membres pouvaient s'entendre sur l'essentiel, le reste viendrait plus facilement. Si les Membres pouvaient affermir leurs idées, les passer en revue ensemble et consolider les bonnes, ils pourraient peut-être avancer. Il y avait assurément de nombreux aspects qui pourraient faire l'objet de discussions ouvertes et de bonne foi, que ce soit dans cette enceinte ou dans d'autres, qui permettraient d'améliorer le système. Outre les idées qui avaient déjà été soumises, les Membres pourraient garder à l'esprit l'article 17:9 du Mémoire d'accord, qui pourrait être vu comme ménageant à l'Organe d'appel et aux Membres la possibilité de tenir un dialogue institutionnel respectueux, par le truchement du Président de l'ORD. Les préoccupations qui avaient été soulevées pourraient faire l'objet de discussions accélérées dans le cadre de l'ORD. Naturellement, il était cependant difficile de comprendre comment n'importe laquelle de ces questions ou préoccupations pourrait être plus urgente ou plus pressante que la préservation de la pleine capacité de l'Organe d'appel. Pour conclure, le Brésil espérait que les Membres seraient capables de rétablir la composition de l'Organe d'appel, dès que possible. Parallèlement, les Membres pourraient également travailler à d'autres améliorations du système, aussi longtemps que l'indépendance et l'impartialité de celui-ci étaient préservées.

7.18. La représentante de l'Indonésie a dit que son pays tenait à saluer et à appuyer les efforts que les Membres avaient déployés pour régler la question de la désignation des nouveaux membres de l'Organe d'appel, tels qu'ils étaient exposés dans le document WT/DSB/W/609. L'Indonésie souhaitait exprimer ses vues au sujet de la situation actuelle concernant les postes vacants à l'Organe d'appel. Comme les Membres en étaient tous conscients, l'OMC faisait actuellement face au fait que les Membres n'étaient pas parvenus à un consensus au sujet de la manière de choisir les successeurs des membres de l'Organe d'appel dont le mandat avait pris fin ou prendrait bientôt fin. L'Indonésie avait également pris note des préoccupations d'un certain Membre concernant les rapports qui avaient été établis par d'anciens membres de l'Organe d'appel. Elle estimait que l'ORD avait été chargé de régler les différends commerciaux opposant des Membres. Selon une opinion largement répandue, il était également l'élément indispensable au maintien de la place centrale de l'OMC. Toutefois, l'Indonésie estimait également que la situation actuelle nuirait aux travaux de l'ORD et devrait être examinée sérieusement. S'agissant des processus de sélection, elle était d'avis que la préoccupation systémique soulevée par un certain Membre, quelle qu'elle soit, ne devrait pas être liée à la décision de lancer le processus de sélection afin de pourvoir les postes vacants à l'Organe d'appel, lesquels, conformément à l'article 17 du Mémoire d'accord, devaient être pourvus dès qu'ils devenaient vacants. C'est pourquoi le processus de sélection devrait être lancé immédiatement, afin de permettre à l'ORD de poursuivre ses travaux.

7.19. La représentante des Philippines a dit que son pays félicitait l'Union européenne et le groupe des pays d'Amérique latine pour la souplesse dont ils avaient fait preuve pour présenter la proposition conjointe qui figurait dans le document WT/DSB/W/609. Les Philippines prenaient note du fait que certains autres Membres étaient coauteurs de cette proposition. Elles accordaient une grande importance au système de règlement des différends de l'OMC, y compris à l'Organe d'appel, qui jouait un rôle essentiel en apportant sécurité et prévisibilité au système commercial multilatéral fondé sur des règles. À cet égard, elles ont fait part de leurs préoccupations systémiques concernant les retards prolongés dans le lancement du processus de sélection des membres de l'Organe d'appel. Il y avait actuellement deux postes vacants à l'Organe d'appel, et un troisième le deviendrait le 11 décembre 2017. Le bon fonctionnement du système de règlement des différends dépendait de l'Organe d'appel, qui était censé disposer d'un effectif complet de sept membres pour connaître des appels concernant des affaires soumises à des groupes spéciaux. À cette fin, il convenait de pourvoir les postes vacants rapidement. Les Philippines espéraient qu'il serait possible de parvenir à un consensus afin que l'ORD prenne la décision de lancer le processus

de sélection des membres de l'Organe d'appel aussitôt que possible. Elles étaient prêtes à collaborer de manière constructive avec d'autres Membres afin de sortir de cette impasse.

7.20. Le représentant de la Chine a dit que son pays accueillait avec satisfaction la proposition présentée conjointement par les Membres d'Amérique latine, l'UE et de nombreux autres Membres. Tout comme la cinquantaine de Membres coauteurs de cette proposition, et de nombreux intervenants précédents, la Chine était favorable au lancement des processus de sélection des membres de l'Organe d'appel dans les plus brefs délais. Elle avait pris note des "préoccupations systémiques" des États-Unis concernant la règle 15 des Procédures de travail pour l'examen en appel. Alors que la question aurait très bien pu faire l'objet de discussions séparées, la lier au lancement des processus de sélection ne ferait que compromettre le bon fonctionnement du système de règlement des différends et la crédibilité du système commercial multilatéral, particulièrement à un moment où l'ORD faisait face à une charge de travail accrue. La Chine avait les mêmes préoccupations que les intervenants précédents, et elle exhortait les États-Unis, une nouvelle fois, à faire preuve de souplesse et à honorer leurs engagements envers le système commercial multilatéral.

7.21. Le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a dit que son pays remerciait les proposants pour la proposition contenue dans le document WT/DSB/W/609. Le Venezuela a appuyé la déclaration que le Chili avait faite au nom des pays du GRULAC et a réitéré sa grave préoccupation concernant le retard prolongé dans le lancement du processus de sélection relatif aux postes restés vacants à l'Organe d'appel. À cet égard, il considérait qu'il était prioritaire pour l'Organisation d'engager les processus de sélection prévus dans la proposition, sans tarder, de manière indépendante, et sans établir de liens avec d'autres questions soumises à l'ORD. Le Venezuela demandait aux Membres de faire preuve de toute la souplesse nécessaire pour permettre à l'ORD de surmonter ces difficultés.

7.22. La représentante de Hong Kong, Chine a dit que sa délégation remerciait le Président pour les renseignements actualisés qu'il avait communiqués sur cette question. Hong Kong, Chine faisait partie des coauteurs de la proposition relative au processus de sélection des membres de l'Organe d'appel qui avait été présentée par le Mexique. Elle s'associait à la déclaration que ce dernier avait faite au nom du groupe des coauteurs. Comme elle l'avait affirmé à maintes reprises au cours de précédentes réunions de l'ORD, Hong Kong, Chine était profondément préoccupée par l'impasse qui persistait concernant le lancement du processus de sélection des membres de l'Organe d'appel, qui aurait de profondes répercussions sur le bon fonctionnement du système de règlement des différends de l'OMC. Elle exhortait les Membres à faire preuve de souplesse et à veiller à ce que le processus de sélection des membres de l'Organe d'appel soit lancé dès que possible. Elle était par ailleurs ouverte à la tenue de discussions séparées avec tous les Membres au sujet de toutes propositions visant à répondre aux préoccupations systémiques et à continuer d'améliorer le fonctionnement de l'OMC.

7.23. Le représentant du Guatemala a dit que son pays remerciait le Mexique pour la déclaration qu'il avait faite au nom des coauteurs de la proposition contenue dans le document WT/DSB/W/609. Le Guatemala remerciait également le Chili pour la déclaration qu'il avait faite au nom des pays du GRULAC. Il a réitéré sa préoccupation au sujet de la situation actuelle et a dit qu'il était disposé à travailler de manière constructive à chercher une solution que tous les Membres jugeraient acceptable.

7.24. La représentante de l'Uruguay a dit que son pays était l'un des coauteurs de la proposition contenue dans le document WT/DSB/W/609. À cet égard, l'Uruguay déplorait l'absence d'un consensus permettant de donner suite à cette proposition et réitérait ses préoccupations au sujet du retard important dans le lancement du processus de sélection des membres de l'Organe d'appel. Il appuyait la déclaration que le Chili avait faite au nom des pays du GRULAC.

7.25. Le représentant du Japon a dit que son pays remerciait le Président pour sa déclaration. Le Japon remerciait également les proposants pour leur proposition concernant les processus de sélection des membres de l'Organe d'appel. Il était en mesure d'appuyer cette proposition. Il était extrêmement regrettable que l'ORD ne soit pas en mesure de lancer les processus de sélection à la réunion en cours. Cela l'était d'autant plus que la désignation des membres de l'Organe d'appel était une fonction importante qui avait été confiée à l'ORD aux termes du Mémoire d'accord. Le Japon a ensuite abordé ce qu'on avait appelé la "question de la règle 15", qui avait été soulevée par les États-Unis. Cette question couvrait la question institutionnelle de savoir quel organe de

l'OMC était chargé de définir le statut juridique d'une personne siégeant à l'Organe d'appel au cours d'une période de transition. Il s'agissait d'une importante question, qui devait être examinée par l'ORD en sa qualité de seul organe de l'OMC institué pour administrer le Mémoire d'accord. En examinant cette question, les Membres de l'OMC pourraient également réfléchir au meilleur fonctionnement possible de la règle transitoire dans les circonstances auxquelles le système de règlement des différends était actuellement confronté. D'une manière plus générale, il incombait à l'ORD d'assurer le bon fonctionnement du système de règlement des différends, y compris de l'Organe d'appel au cours d'une période de transition, conformément aux prescriptions du Mémoire d'accord. Tous les Membres devaient faire preuve de souplesse et agir de manière constructive afin que l'ORD puisse dûment s'acquitter de ses fonctions.

7.26. Le représentant du Nigéria, prenant la parole au nom du Groupe africain, a dit que le Mémoire d'accord instaurait un système équitable dans le cadre duquel chaque Membre pouvait déposer une plainte et obtenir une décision quant à la compatibilité d'une mesure ou d'une pratique avec les accords de l'OMC. L'ORD visait à offrir à tous les Membres des chances égales devant la loi, donnant ainsi accès à des possibilités plus justes et équitables dans le cadre du système, au sein duquel les Membres pourraient influencer sur les résultats. Dans ce contexte, le Nigéria était préoccupé par l'impasse dans laquelle se trouvaient les processus de sélection des membres de l'Organe d'appel. Il était conscient des efforts déployés par le Président de l'ORD, des initiatives prises par des Membres et des consultations en cours en vue du règlement de ce différend. Il a par conséquent demandé au Président de poursuivre ses efforts pour régler la question et s'est dit disposé à collaborer de manière constructive à cette fin.

7.27. La représentante du Honduras a dit que son pays appuyait la déclaration que le Mexique avait faite au nom des coauteurs ainsi que celle que le Chili avait faite au nom des pays du GRULAC. Le Honduras a remercié le Président pour les efforts qu'il avait déployés en vue de régler cette question. Il déplorait les retards prolongés dans le lancement du processus de sélection et en était profondément préoccupé. Le mécanisme de règlement des différends était un des aspects les plus importants de l'OMC, et le Honduras était un utilisateur actif du système et nourrissait des préoccupations systémiques. Cette situation paralysait fortement les travaux de l'ORD et le mécanisme de règlement des différends en général. Le processus de sélection revêtait une grande importance et l'impasse compromettait l'ensemble du système commercial multilatéral. À cet égard, le Honduras exhortait les Membres à se montrer souples et disposés à essayer de trouver une issue à l'impasse aussi rapidement que possible. Il en allait de l'intérêt de tous les Membres.

7.28. Le représentant du Costa Rica a dit que son pays remerciait le Président pour les renseignements actualisés qu'il avait communiqués au sujet des consultations. Le Costa Rica remerciait également tous les Membres qui avaient, une nouvelle fois, fait part de leurs préoccupations concernant la situation actuelle. Il remerciait particulièrement le Chili pour la déclaration qu'il avait faite au nom des pays du GRULAC et le Mexique pour la déclaration qu'il avait faite au nom des coauteurs du document WT/DSB/W/609. Le Costa Rica était également l'un des coauteurs du document WT/DSB/W/609. Comme le Mexique l'avait affirmé dans la déclaration conjointe, il incombait à tous les Membres de veiller au bon fonctionnement de l'Organe d'appel. L'article 17:2 du Mémoire d'accord stipulait que les postes devaient être repourvus dès qu'ils devenaient vacants. Comme il l'avait précédemment déclaré, le Costa Rica était prêt à trouver une issue à cette impasse avec les États-Unis et à se pencher sur toute autre proposition susceptible d'aider l'ORD à améliorer son fonctionnement. Cela ne devrait en aucune manière retarder le lancement du processus de sélection visant à pourvoir les postes vacants à l'Organe d'appel. Ce processus devrait être engagé dès que possible et sans plus tarder, comme le prévoyait le projet de décision qui avait été proposé par plus de 50 Membres.

7.29. Le représentant de la Turquie a dit que, en tant que coauteur de la proposition contenue dans le document WT/DSB/W/609, son pays s'associait à la déclaration que le Mexique avait faite au nom des proposants. La Turquie a renvoyé aux déclarations qu'elle avait faites aux réunions de l'ORD du 29 septembre 2017 et du 23 octobre 2017 et a redit qu'elle estimait que les préoccupations soulevées au sujet des Procédures de travail pour l'examen en appel devaient faire l'objet d'un examen séparé, et ne devaient pas bloquer le lancement immédiat du processus de sélection relatif aux trois postes vacants à l'Organe d'appel. La Turquie voyait que plus le lancement du processus de sélection était retardé, plus les préoccupations systémiques et liées à la charge de travail qui se rapportaient à l'Organe d'appel et à l'ensemble du système augmentaient. Par conséquent, les Membres devraient lancer le processus de sélection immédiatement, sans plus tarder.

7.30. Le représentant de l'Union européenne a dit que sa délégation avait pris note des préoccupations exprimées par les États-Unis. L'UE comprenait que, en fait, les "États-Unis seraient heureux que M. Ramírez continue à participer aux procédures d'appel auxquelles il avait été affecté avant le 30 juin". Elle souscrivait à ce dernier point, et elle était également heureuse que M. Ramírez continue de participer aux procédures d'appel. Outre le fait que cela garantissait une bonne transition, il était particulièrement important que M. Ramírez continue de participer à toutes les procédures d'appel avant le 30 juin 2017, dans les circonstances actuelles où l'Organe d'appel n'était pas au complet et où il était manifeste que les désignations suivantes ne prendraient pas effet avant un certain temps. Il en allait de même en ce qui concernait M. Van den Bossche. S'agissant des préoccupations systémiques concernant la règle 15 des Procédures de travail pour l'examen en appel, l'UE a relevé que la règle 15 faisait partie des Procédures de travail depuis 1996 et avait été depuis, appliquée systématiquement par l'Organe d'appel dans le cadre de nombreux appels, sans que cela fasse l'objet de contestations. L'UE croyait que la règle 15 était légitime – elle contribuait à assurer une transition en douceur ainsi que le règlement rapide des différends. En fait, des règles similaires étaient en vigueur dans d'autres juridictions internationales. En outre, l'UE ne voyait aucun lien entre la question de la règle 15 et celle des désignations de nouveaux membres. Les discussions relatives à la règle 15 pourraient très bien avoir lieu sans que la décision concernant les désignations de nouveaux membres ne soit encore retardée. L'UE ne voyait aucune raison de bloquer le lancement de ce simple processus de sélection. Elle avait pris note de la position adoptée à maintes reprises par les États-Unis, selon laquelle: "les Membres [devaient] d'abord examiner et régler cette question avant de se pencher sur la question du remplacement de cette personne". Compte tenu de l'urgence et de la gravité de la question, et de la responsabilité consistant à assurer le bon fonctionnement du système de règlement des différends, l'UE était prête à prendre part à de telles discussions, en vue de débloquer la question des désignations de nouveaux membres. Dans le cadre de ces discussions, l'UE garderait comme fil conducteur, comme toujours, le souci de préserver l'indépendance de l'Organe central, qui était essentielle au bon fonctionnement du système multilatéral fondé sur des règles. Mais elle croyait également que – si les préoccupations relatives à la règle 15 étaient fondées sur un désir légitime d'améliorer la gestion correcte de la transition et si les Membres de l'OMC prenaient part à ces discussions de bonne foi – il serait possible de parvenir à une solution adéquate. Pour finir, tandis que les Membres de l'OMC travaillaient à l'élaboration d'une solution en vue de débloquer la question des désignations de nouveaux membres, l'UE souhaitait remercier, une nouvelle fois, l'Organe d'appel et son personnel pour les efforts constants qu'ils déployaient dans ce contexte difficile. Elle voulait envoyer un message fort en disant que l'Organe d'appel devrait poursuivre ses importants travaux et fonctionner sans être touché par les discussions des Membres au sujet de la règle 15 des Procédures de travail pour l'examen en appel.

7.31. Le représentant du Mexique, prenant la parole au nom des 52 coauteurs de la proposition, a dit que son pays déplorait que, pour la septième fois, les Membres ne soient pas parvenus à un consensus pour engager les processus de sélection et n'aient pas pu s'acquitter de leur devoir en tant que Membres de l'OMC. Comme cela avait été rappelé, l'article 17:2 du Mémoire d'accord imposait aux Membres l'obligation suivante: "[d]ès qu'ils deviendront vacants, les postes seront repourvus". Les Membres avaient donc le devoir de repourvoir tous les postes vacants à l'Organe d'appel. En fait, l'ORD aurait déjà dû le faire en tant qu'activité courante. L'Organe d'appel devrait continuer de fonctionner pleinement et être en mesure de s'acquitter de ses obligations au titre des accords de l'OMC. En ne prenant aucune mesure à la réunion en cours, l'ORD ferait durer la situation actuelle, qui avait de graves répercussions sur les travaux de l'Organe d'appel, au détriment de l'OMC et des intérêts véritables de ses Membres.

7.32. Le Président a déploré que l'ORD n'ait pas été en mesure de convenir, à la réunion en cours, d'une manière d'aller de l'avant sur ces questions. Pour sa part, il poursuivrait ses consultations avec les Membres et, en même temps, il demandait aux délégations de poursuivre entre elles leurs conversations et discussions sur les questions relatives à l'Organe d'appel. Il savait pertinemment que, faute d'une volonté politique, les Membres ne pourraient parvenir à aucune solution sur ces questions. Il croyait, toutefois, que des discussions entre les Membres à différents niveaux contribueraient à instaurer la confiance nécessaire et permettrait aux délégations de proposer des idées concrètes en vue de régler ces questions. À cet égard, et comme il l'avait mentionné dans la déclaration qu'il avait faite au début de l'examen du présent point à l'ordre du jour, le Président comprenait que des discussions informelles et préliminaires se tenaient à titre volontaire. Dans l'intervalle entre la réunion en cours et la réunion ordinaire suivante qui se tiendrait en janvier, il s'efforcerait de contacter différentes délégations afin de prendre connaissance de leurs vues et leurs idées sur les questions relatives à l'Organe d'appel. Il a également invité les délégations à lui

faire part de leurs vues sur ce sujet afin de comprendre comment elles souhaitaient aborder ces questions. Au vu des contacts qu'il aurait avec les délégations, il ferait rapport sur cette question à l'ORD à sa réunion ordinaire qui aurait lieu le 22 janvier 2018.

7.33. L'ORD a pris note des déclarations.

## **8 CHARGE DE TRAVAIL DANS LE DOMAINE DU RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

### **A Déclaration du Président**

8.1. Le Président, intervenant au titre des "Autres questions", a dit que, comme il l'avait annoncé au début de la réunion, il souhaitait à présent fournir des renseignements à l'ORD au sujet du nombre de différends portés devant des groupes spéciaux ou au stade de la composition du Groupe spécial, de la charge de travail de l'Organe d'appel et de la capacité du Secrétariat de répondre à la demande attendue au cours de la période suivante. Ces renseignements rendaient compte de l'état d'avancement des différends jusqu'à la réunion de l'ORD du 22 novembre 2017. Les autres faits nouveaux intervenus lors de la réunion en cours seraient récapitulés dans les renseignements publiés sur le site Web des Membres. Il y avait actuellement 16 groupes spéciaux en activité (y compris quatre groupes spéciaux au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord) qui n'avaient pas encore remis de rapport final aux parties. Les différends multiples qui étaient examinés simultanément par le même groupe spécial comptaient pour un seul différend. À la date de la réunion en cours, tous les groupes spéciaux dont la composition avait été établie s'étaient vu affecter du personnel pour les assister, et étaient en activité ou sur le point de commencer leurs travaux. Quatre autres groupes spéciaux étaient au stade de la composition. Ce chiffre n'incluait pas les groupes spéciaux pour lesquels aucune activité n'avait eu lieu en vue de leur composition au cours des douze mois précédents. De plus, cinq rapports de groupe spécial finals, qui avaient été remis aux parties, étaient en cours de traduction. L'Organe d'appel traitait actuellement six appels, y compris la procédure de mise en conformité extrêmement complexe dans les différends "CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs (Airbus)" et "États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (Boeing)". Toutes les communications avaient été présentées par les participants et les participants tiers à ces six appels. Les sections connaissant de ces appels avaient été constituées et avaient commencé leurs travaux. À ce stade, il n'avait toutefois pas pu encore être affecté de personnel suffisant à deux de ces appels. Il pourrait être formé jusqu'à trois autres appels d'ici la fin de l'année. Pour finir, deux questions avaient été soumises à arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord et une question avait été soumise à arbitrage au titre de l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord.

8.2. L'ORD a pris note de la déclaration.

---